

Politiques d'affaires :

ANNEXE B

2009-2010



Canadian Television Fund
Fonds canadien de télévision

TABLE DES MATIÈRES

Politique sur les cas de défaut	1
Exigences en matière de comptabilisation et de présentation	4
Politique sur les chaînes de titres	29
Politique de mention au générique du FCT	31
Politique relative aux honoraires du producteur et aux frais d'administration	33
Politique de protection d'achèvement	38
Politique d'assurance de production	44
Politique de récupération normalisée	46
Traitement des crédits d'impôt	55

Le tableau ci-dessous indique les Politiques d'affaires qui s'appliquent à chaque volet.



POLITIQUE D'AFFAIRES	VOLET				
	Enveloppes de rendement des télédiffuseurs et l'Incitatif à la production	Projets en langue française à l'extérieur du Québec	Projets en langues autochtones	Aide au développement	Aide au doublage et au sous-titrage
Politique sur les cas de défaut	□	◊	◆	◻	✱
Exigences en matière de comptabilisation et de présentation	□	◊	◆	◻	✱
Politique sur les chaînes de titres	□	◊	◆	◻	✱
Politique de mention au générique du FCT	□	◊	◆	◻	✱
Politique relative aux honoraires du producteur et aux frais d'administration	□	◊	◆	◻	-
Politique de protection d'achèvement	□	◊	◆	-	-
Politique d'assurance de production	□	◊	◆	-	-
Politique de récupération normalisée	□	◊	◆	-	-
Traitement des crédits d'impôt	□	◊	◆	-	-

Politique sur les cas de défaut

| 1

EN VIGUEUR À COMPTER D'AVRIL 2009

Cette Politique d'affaires s'applique aux volets suivants :

Enveloppes de rendement des télédiffuseurs	Projets en langue française à l'extérieur du Québec	Projets en langues autochtones	Aide au développement	Aide au doublage et au sous-titrage
				

1. Défaut d'une société

Une société du requérant (le « Requirant ») qui est en défaut en vertu d'un Contrat de financement (« Contrat de financement »)* signé avec le Fonds canadien de télévision (« FCT ») (pour un projet télévisuel ou un projet de nouveaux médias) ou avec Téléfilm Canada (« Téléfilm ») (avant la conclusion du Contrat de cession d'éléments d'actif intervenu entre le FCT et Téléfilm le 1^{er} juillet 2007 en vertu duquel tous les contrats de financement pour les projets télévisuels conclus avec Téléfilm ont été cédés au FCT) sera considérée en défaut avec le FCT;

Le Requirant considéré en défaut dans le contexte du Contrat de financement d'un projet donné sera automatiquement considéré en défaut pour tous ses autres projets qui bénéficient d'une aide financière du FCT. En outre, le FCT estimera que toutes les parties liées, telles que définies au chapitre 3840 du *Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés* (« Parties liées »), seront aussi en défaut.

2. Cas de défaut

Tous les contrats de financement comprennent une clause intitulée « Cas de défaut ». Voici un résumé des cas de défaut les plus courants :

- a) le Requirant présente un projet qui ne satisfait pas aux critères d'admissibilité énoncés aux Principes directeurs du FCT – Exigences fondamentales, critères liés aux genres d'émissions, exigences-seuil minimales, etc. – et/ou, dans le cas des projets financés avant 2004, son projet ne réussit pas à conserver les points de classement accordés lors de l'évaluation initiale;
- b) le Requirant omet de fournir un rapport ou de payer les revenus dus au FCT;
- c) le Requirant ne termine pas ou ne livre pas le projet au(x) télédiffuseur(s) déclencheur(s);
- d) le Requirant ne remet pas au FCT, à la date limite prévue au Contrat de financement, tous les documents relatifs à la Phase II exigés en vertu du Contrat de financement de production ou ne satisfait pas aux conditions applicables pour les versements en vertu du Contrat de financement d'aide au développement ou de doublage et sous-titrage;
- e) le Requirant ne répond pas dans les trente (30) jours de sa réception à la demande du FCT ou de Téléfilm de leur fournir des renseignements ou des documents qui relèvent directement de lui;
- f) le Requirant ne rembourse pas intégralement tous les montants (et intérêts) dus au FCT en rapport avec un Contrat de financement;
- g) le Requirant ou une Partie liée est insolvable ou fait faillite;
- h) le Requirant cesse d'exploiter son entreprise;
- i) une action a été entreprise pour retirer au Requirant le contrôle de son projet ou en saisir un élément (sous réserve des droits d'un garant d'achèvement agissant de bonne foi).

*Un Contrat de financement peut aussi être une Lettre d'entente conclue avec le FCT au cours des années 2002-2003 ou 2003-2004. Toute référence à un Contrat de financement dans la présente politique sera censée comprendre une Lettre d'entente, le cas échéant. Le défaut de rembourser une somme due en vertu d'une Lettre d'entente sera considéré comme un cas de défaut aux fins de la présente politique.

Un Contrat de financement comprend les contrats conclus pour financer la production (télévision et médias numériques), le développement et le doublage et sous-titrage.

3. Droits du FCT en cas de défaut

S'il détermine que le Requéran est en défaut de conformité aux conditions du Contrat de financement, le FCT peut (sans que ses autres droits ou recours en droit ou en participation ne soient pour autant limités ou écartés) prendre une ou toutes les mesures suivantes :

- a) réduire la contribution ou l'avance de l'aide au développement allouée et exiger le remboursement immédiat, avec intérêts, de toute portion du montant réduit déjà avancé au Requéran;
- b) retenir tout paiement dû au Requéran ou aux Parties liées conformément à un Contrat de financement;
- c) refuser d'accepter toute demande de financement qui sera ultérieurement soumise par le Requéran ou par une Partie liée;
- d) résilier le Contrat de financement en donnant au Requéran un préavis écrit de 10 jours ouvrables; si la situation n'est pas corrigée dans les 10 jours ouvrables, exiger que celui-ci rembourse sur-le-champ toutes les sommes, avec intérêts, reçues en vertu du Contrat de financement.

4. Intérêts

Le FCT facture des intérêts sur tous les remboursements. Ceux-ci se basent sur le taux d'intérêt préférentiel (tel qu'établi par la banque du FCT) plus 1 % par année, accumulés mensuellement, calculés et payables à partir de la date du versement de l'avance, tant avant qu'après la réclamation, le défaut ou le jugement.

| 3

5. Demandes adressées au FCT par un Requéran en défaut

Téléfilm administre au nom du FCT tous les dossiers de demandes de financement présentées au FCT depuis 2006-2007. Téléfilm est donc autorisé à représenter et à agir au nom du FCT aux fins de cette politique.

Lorsque Téléfilm reçoit d'un Requéran en défaut auprès du FCT une demande complète de financement adressée au FCT, le FCT ou Téléfilm, au nom du FCT, envoie un avis écrit au Requéran l'informant qu'il a trente (30) jours pour corriger la situation. Téléfilm n'évaluera pas la demande tant que le Requéran n'aura pas agi en ce sens. La demande sera rejetée si le Requéran ne s'est pas conformé dans le délai de trente (30) jours.

6. Avis de non-responsabilité

Le FCT se réserve le droit de modifier cette politique en tout temps. Cette politique existe à titre d'information seulement et ne limite en aucune façon les droits et recours du FCT, conformément à ses Contrats de financement ou autrement.





Exigences en matière de comptabilisation et de présentation

| 4

EN VIGUEUR À COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2006 (PRÉSENTEMENT EN RÉVISION)

Veuillez noter que ces Exigences en matière de comptabilisation et de présentation, datées du 1^{er} janvier 2006, annulent et remplacent les exigences publiées en mars 2003 et sont appliquées rétroactivement à toutes les Productions pour lesquelles des demandes de financement ont été signées avec le FCT ou TFC à compter du 1^{er} avril 2005.

Cette Politique d'affaires s'applique aux volets suivants :

Enveloppes de rendement des télédiffuseurs	Projets en langue française à l'extérieur du Québec	Projets en langues autochtones	Aide au développement	Aide au doublage et au sous-titrage
				

1. INTRODUCTION

Ce document présente les principes directeurs établis par le FONDS CANADIEN DE TÉLÉVISION (FCT) et TÉLÉFILM CANADA (TFC) en ce qui a trait à la comptabilisation et la présentation des coûts de production (les « exigences en matière de présentation »).

Ces exigences en matière de présentation révisées amendent et remplacent les Exigences en matière de comptabilisation et présentation publiées le 26 mars 2003.

Ces exigences en matière de présentation s'adressent aux producteurs et aux distributeurs d'émissions de télévision, de longs métrages et de produits nouveaux médias qui reçoivent un soutien financier du FCT ou de TFC. Elles visent à communiquer les exigences et règles particulières du FCT et de TFC en matière de comptabilisation et de présentation des coûts de production, notamment pour la préparation des Rapports finaux de coûts (« RFC ») et des États de coûts finaux certifiés des activités (« ÉCFCA »).

Ces exigences peuvent être appliquées rétroactivement à toutes les Productions pour lesquelles des demandes de financement ont été signées avec le FCT ou TFC à compter du 1er avril 2005.

Pour les besoins de TFC, une « Production » désigne les activités de développement, production et distribution d'une émission de télévision, d'une série d'émissions télévisées, d'un long métrage ou d'un produit nouveaux médias. La notion de « Production » s'applique également à toute autre activité financée pour laquelle un rapport de coût final est exigé.

Pour les besoins du FCT, une « Production » désigne uniquement les activités de production d'une émission de télévision, d'une série d'émissions télévisées ou d'un long métrage.

Se reporter à [annexe 6](#) ci-jointe pour une liste détaillée des termes et des acronymes utilisés dans ces exigences en matière de présentation et leur définition (le glossaire).

Renseignements sur les organismes

Le Fonds canadien de télévision (FCT) a été créé en 1996 pour soutenir la Production et la diffusion d'émissions de télévision de grande qualité au contenu distinctement canadien. Le FCT, une initiative d'un partenariat entre les secteurs public et privé, est financé par des contributions versées par le gouvernement du Canada, les entreprises canadiennes de câblodistribution et de services de radiodiffusion directe par satellite et Téléfilm Canada.

Téléfilm Canada est une société d'État relevant du ministère du Patrimoine canadien. Elle est régie par sa loi constitutive, telle qu'amendée, par la partie VIII de l'ancienne *Loi sur l'administration financière* (chapitre F-10, S.R.C. 1970, version antérieure au 1er septembre 1984) et par certains articles de l'actuelle *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP), laquelle comporte, dans sa version antérieure et actuelle, des exigences applicables à Téléfilm.

Afin de s'assurer que ceux dont les demandes ont été approuvées utilisent les contributions reçues conformément aux objectifs du FCT et de TFC, le FCT et TFC exigent des sociétés de production et de distribution qu'elles leur fournissent certains rapports financiers, notamment des états de coûts de production. Le FCT et TFC sont autorisés à examiner les documents comptables de ces sociétés ainsi qu'à s'assurer de leur conformité aux présentes exigences en matière de présentation, tel qu'il est précisé dans les ententes contractuelles standards conclues par le FCT ou TFC et la société de production ou de distribution (les « ententes contractuelles », telles que définies dans le glossaire).

Les présentes exigences en matière de présentation sont le fruit de la collaboration du FCT et de TFC, ainsi que de consultations menées auprès de conseillers externes, dont PricewaterhouseCoopers s.r.l. Les exigences en matière de présentation sont conçues de façon à établir une norme nationale pour les Productions de l'industrie cinématographique et celles de la télévision et des nouveaux médias pour lesquelles les sociétés souhaitent obtenir du financement public du FCT ou de TFC.

L'Agence du Revenu du Canada (ARC) et le Bureau de Certification des Produits Audiovisuels Canadiens (BCPAC) appuient la mise en place de ces normes assurant une base d'évaluation commune.

2. SOCIÉTÉ DE PRODUCTION/DE DISTRIBUTION

Les exigences en matière de présentation du FCT et de TFC en ce qui a trait aux sociétés de production et de distribution comprennent ce qui suit :

- A. Tenir les documents comptables et registres connexes de manière adéquate, et ce, tout au cours de la Production ayant fait l'objet d'une contribution financière, y compris:
 - des documents comptables distincts pour chaque Production;
 - un ou des comptes bancaires distincts pour chaque Production afin d'y déposer toutes les contributions reçues et de payer tous les frais associés à la Production.
- B. Sous réserve de l'article 2.1, un Rapport final de coûts (RFC) et un État du coût final certifié de l'activité (ÉCFCA), pour chaque Production financée par le FCT ou TFC, doivent être annexés à la demande de versement ou de paiement définitif (la « demande de paiement définitif ») qui doit être présentée par la société de production ou de distribution aux dates précisées dans l'entente contractuelle applicable. Le RFC doit être préparé selon la forme prévue pour l'industrie, et les notes explicatives relativement à tous les écarts importants par rapport au devis et à tout autre élément extraordinaire doivent y être jointes. L'ÉCFCA doit être préparé conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada (PCGR) publiés dans le Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) et aux présentes exigences en matière de présentation.
- C. La société de production ou de distribution doit s'assurer que son personnel comptable, employés permanents comme contractuels, maîtrise les PCGR et les présentes exigences en matière de présentation.
- D. La société de production ou de distribution doit aussi s'assurer que sa direction et les membres responsables des finances :
 - Ont pris connaissance de la documentation exigée par le FCT ou TFC traitant de la comptabilisation et de la présentation de l'information financière. Ces documents comprennent entre autres :
 - i. Contrats et lettres d'entente conclus avec le FCT ou TFC (ainsi que tous les amendements ultérieurs);
 - ii. Correspondance échangée entre le FCT ou TFC et la société de production ou de distribution ou des tierces parties la représentant (conseillers juridiques, experts-comptables ou vérificateurs indépendants);
 - iii. Le devis;
 - iv. Les présentes exigences en matière de présentation;

| 6

- v. Les ententes contractuelles;
 - vi. Le formulaire de demande du FCT et de TFC pour la Production;
 - vii. Les principes directeurs et politiques applicables du FCT ou de TFC (Par exemple : Politiques relatives aux honoraires du producteur et aux frais généraux administratifs);
 - viii. Les autres ententes contractuelles, les contrats de licence de télédiffusion et les accords de distribution pouvant exister.
- Ont pris toutes les mesures nécessaires, en cas de doute, pour clarifier auprès du FCT ou de TFC l'interprétation des présentes exigences en matière de présentation ainsi que de tout autre document officiel du FCT ou de TFC et des clauses obligatoires qu'il contient.

2.1 Certification de l'état de coût final d'activité par un expert-comptable indépendant

Pour les Productions dont le devis excède 500 000 \$, le FTC et TFC exigent un ÉCFCA accompagné d'un rapport d'un vérificateur indépendant. Pour les Productions dont le devis excède 200 000 \$, mais est inférieur ou égal à 500 000 \$, le FTC et TFC exigent un ÉCFCA accompagné d'un rapport de mission d'examen d'un expert-comptable indépendant. Pour les Productions dont le devis est inférieur ou égal à 200 000 \$, la société de production ou de distribution peut présenter un RFC non certifié ainsi qu'une déclaration sous serment (telle qu'elle figure à l'[annexe 3](#)). Cependant, le FTC et TFC se réservent le droit d'exiger qu'une vérification ou qu'une mission d'examen soit exécutée, quel que soit le devis de Production.

- Dans le cas d'un mandat de vérification ou d'examen, l'expert-comptable indépendant, choisi par la société de production ou de distribution, doit être membre en règle d'un ordre professionnel autorisé à effectuer ce genre de travail ainsi que l'ordre comptable professionnel provincial approprié (l'« expert-comptable indépendant »).
- En plus d'effectuer son travail conformément aux normes de vérification généralement reconnues, l'expert-comptable indépendant doit posséder une connaissance suffisante de l'industrie, de ses pratiques ainsi que des présentes exigences en matière de comptabilisation et de présentation.
- La société de production ou de distribution a l'obligation de remettre à l'expert-comptable indépendant une copie de tous les documents, y compris des présentes exigences en matière de présentation, se rapportant à la Production (voir la section suivante).

2.2 Documentation relative à la Production

La société de production ou de distribution a l'obligation de conserver, dans ses bureaux ou ses archives, les documents liés à la Production pendant cinq ans à compter de l'année au cours de laquelle la Production est terminée (selon le rapport du vérificateur, le rapport de mission d'examen ou la déclaration sous serment). Ces documents incluent entre autres :

- Toutes ententes intervenues avec les bailleurs de fonds de la Production;
- La correspondance échangée entre les bailleurs de fonds et la société de production ou de distribution ou ses représentants;
- Les documents comptables habituels (grand livre détaillé, journal général, journal des recettes et des débours, écritures comptables, registres de paie, etc.);
- Les rapports d'exploitation et les pièces justificatives connexes;
- Les rapprochements bancaires et les relevés bancaires mensuels;

- Le rapprochement de l'état des flux de trésorerie, y compris les montants reçus de toutes les sources de financement et les débours liés aux coûts de la Production, et du solde de caisse dans le grand livre à la fin de chaque mois;
- Les chèques compensés ou les justificatifs des décaissements et des notes de débit bancaires;
- Les bordereaux de dépôt estampillés par la banque;
- Les factures d'achat ou les états de compte des fournisseurs;
- Les bons de commande ou autre autorisation de dépense semblable, signés par le personnel autorisé de la société de production ou de distribution;
- Les notes de frais et les rapports de caisse accompagnés des pièces justificatives correspondantes;
- Les contrats d'emploi dûment signés et établis;
- La liste de toutes les sociétés ou entités affiliées, associées ou apparentées.

La société de production ou de distribution et le(s) producteur(s) indépendant(s) doivent prendre toutes les précautions nécessaires pour s'assurer que tous les documents financiers de la société de production ou de distribution liés à la Production, qu'ils soient manuscrits ou informatisés, sont conservés et accessibles pendant cinq ans. Il leur faut également prendre soin de récupérer tous les documents en possession du personnel ayant cessé de travailler pour eux.

3. DEVIS

Toute demande de soutien financier présentée au FCT ou à TFC doit être accompagnée d'une estimation détaillée du coût total de la Production (le « devis », tel que défini dans le glossaire).

Lors de la préparation d'un devis et de sa soumission au FCT ou à TFC, il est recommandé de porter attention à ce qui suit :

- La contribution du FCT ou de TFC dépend en partie de l'évaluation des coûts du devis;
- Tout coût jugé excessif, exagéré ou abusif par le FCT ou TFC pourrait être sujet à un ajustement du montant de sa contribution;
- Le devis est analysé et approuvé par le FCT ou TFC;
- L'approbation d'un devis signifie que le FCT ou TFC accepte de façon provisoire l'estimation des dépenses de production qui y est présentée. L'approbation définitive des dépenses réelles ne se fait qu'après :
 - l'analyse de l'ÉCFCA;
 - l'analyse des documents soumis avec la demande de paiement définitif;
 - toute vérification ou revue subséquente de TFC ou du FCT, à condition que tous les documents mentionnés plus haut respectent les exigences contractuelles et satisfassent les présentes exigences en matière de présentation;
- Approval of the Budget by the CTF and/or TFC must not be interpreted as final acceptance of the expense items provided for therein. In no case may the Budget serve as the sole justification for expense items.

4. RÈGLES DE COMPTABILISATION ET DE PRÉSENTATION DES COÛTS D'ACTIVITÉ

Ces exigences en matière de présentation ont été élaborées de manière à tenir compte des exigences et des responsabilités qui incombent au FCT, à TFC et à la société de production ou de distribution. Dans certains cas, ces règles complètent les PCGR alors que dans d'autres cas, elles constituent des exceptions à ces principes.

4.1 Règles générales

4.1.1 Pièces justificatives des dépenses

Les dépenses de la Production doivent être directement liées à la Production et appuyées par des factures ou autres documents semblables adéquats indiquant, dans la mesure du possible, la nature des dépenses, la date du paiement, le titre de la Production et la dénomination sociale de la société de production ou de distribution.

Toute dépense qui ne sera pas supportée par des éléments probants sera jugée inadmissible.

Les pièces justificatives sont, dans la mesure du possible, des documents originaux provenant de sources externes à la société de production ou de distribution. Elles doivent être corroborées par les relevés bancaires pertinents du compte de la Production et par les chèques compensés.

4.1.2 Comptes à payer et comptes de régularisation

Certains bailleurs de fonds effectuent leur dernier versement à la réception des documents définitifs applicables (dont l'ÉCFCA), occasionnant ainsi temporairement un flux de trésorerie insuffisant. Donc, certaines charges et certains coûts estimatifs d'achèvement de la Production resteront dus au moment de la soumission de la demande de paiement définitif (les coûts impayés).

En règle générale, le total des coûts impayés devrait correspondre au total des fonds à recevoir des sources de financement pour lesquelles aucun financement intérimaire n'a été prévu.

La société de production ou de distribution doit indiquer, par voie de notes afférentes au RFC, le total des coûts impayés au moment de la préparation du RFC, lui attribuer le code du devis applicable et l'indiquer dans la colonne applicable du RFC.

En plus des exigences susmentionnées, l'expert-comptable indépendant doit certifier la présentation, par voie de notes dans l'ÉCFCA, des coûts impayés cumulés en la forme prescrite à l'[annexe 5](#).

4.2 Allocations budgétaires particulières et postes fixes

4.2.1 Honoraires du producteur (activités de production seulement)

Les honoraires du producteur (code sommaire 4 de la section A du devis) comprennent tous les honoraires payables (excluant les dépenses de voyage et d'hébergement -- voir section 4.2.1.1 ci-dessous), de la pré-production, y compris le développement, à la livraison et au Rapport final de coûts. Ces honoraires constituent un montant forfaitaire fixe que le FCT et TFC acceptent sans justificatif supplémentaire. Cependant, les montants imputés en tant qu'honoraires ne doivent pas excéder les montants prévus dans les politiques¹, les ententes contractuelles ou les principes directeurs pertinents. Le FCT et TFC se réservent le droit de vérifier les honoraires de production à leur discrétion.

4.2.1.1 Dépenses du producteur

Lorsqu'un producteur engage des dépenses autres que ses honoraires, celles-ci peuvent être imputées à la Production. Ces dépenses comprennent généralement les frais de déplacement ou de représentation. Ces dépenses sont admissibles à l'extérieur de la limite fixée par les politiques, à la condition qu'elles soient supportées par des pièces justificatives, qu'elles aient été engagées dans le cadre de la Production et qu'elles ne fassent pas l'objet de clauses particulières stipulées dans les politiques¹, les ententes contractuelles ou les principes directeurs pertinents. En aucun cas les dépenses reliées à la participation à des festivals, marchés ou remises de prix de l'industrie ne sont admissibles.

4.2.2 Allocation des frais généraux administratifs

Ce poste budgétaire (code 72.01 de la section D du devis) représente une allocation générale pour une partie des frais généraux administratifs (ex : location d'espace de bureaux de la compagnie mère, réparations, entretien, équipement et fournitures de bureau, salaires du personnel administratif, cotisations aux associations professionnelles qui ne sont pas spécifiquement reliées à la Production). Il s'agit d'un montant fixe que le FCT et TFC acceptent sans pièce justificative (les « frais généraux administratifs fixes»). Cependant, il ne doit pas être supérieur aux montants précisés dans les politiques, les ententes contractuelles ou les principes directeurs pertinents.

La société de production ou de distribution doit présenter des pièces justificatives à l'appui de toutes les dépenses administratives imputées à d'autres postes du devis de la Production que les frais généraux administratifs fixes, et ces dépenses doivent être approuvées par écrit préalablement par le FCT et TFC. Les dépenses administratives spécifiques à la Production peuvent apparaître ailleurs qu'à l'item des frais généraux administratifs fixes dans le budget de production (ex : loyer du bureau temporaire de production, salaires payés au personnel administratif de la compagnie de production/distribution pour le travail effectué dans la Production, frais de gestion liés à CAVCO si application aux crédits d'impôts).

| 10

Le FCT et TFC se réservent le droit de vérifier les frais généraux administratifs fixes à sa seule discrétion.

4.2.3 Autres postes fixes

Le FCT ou TFC peut indiquer dans l'entente contractuelle applicable ou dans toute autre entente signée, l'application de cette restriction à d'autres postes du devis (ex. les droits de scénarisation, transactions entre apparentés, dépenses de publicité,...) pour lesquels le coût final ne peut excéder les montants acceptés au préalable dans le devis, sauf en cas d'approbation contraire par le FCT et/ou TFC. Les sociétés de production ou de distribution et les experts-comptables indépendants doivent surtout prendre soin de s'assurer que ces restrictions sont respectées et adéquatement consignées. Un exemple de présentation par voie d'une note afférente à l'ÉCFCA figure à l'annexe 5.

4.3 Escomptes et notes de crédit

Dans le cours d'une Production, la société de production ou de distribution ou une entité qui lui est liée peut recevoir des escomptes ou des rabais de fournisseurs (comme une remise sur quantité ou un abattement pour paiement anticipé) qui ne figurent pas dans le devis. Des notes de crédit peuvent également être délivrées par suite de modifications relatives aux services rendus ou aux biens achetés ou encore à la suite d'erreurs de facturation. Qu'ils soient obtenus de tiers fournisseurs ou de personnes apparentées, ces escomptes, rabais et crédits doivent être portés en diminution des dépenses applicables de la Production.

¹ Pour plus de détails, se référer à la politique du FCT et de TFC sur les honoraires du producteur et les frais d'administration.

4.4 Ristournes pour garantie d'achèvement

The Production Company must indicate by way of notes to the FCACS certified by the Independent Public Accountant the total amount received as a rebate or no-claims bonus from a completion guarantor and the note should indicate the manner in which the amount was calculated and accounted for.

4.5 Coût du financement intérimaire (uniquement pour les activités de production)

Il est possible d'obtenir un financement intérimaire de plusieurs sources, liées ou non à la société de production. Le traitement comptable variera selon la source. Une estimation du coût du financement intérimaire doit figurer en tant que poste distinct au code 72 de la section D du devis. Les informations sur les sources de financement intérimaire doivent être incluses à la note 10 de l'ÉCFCA.

4.5.1 Financement intérimaire obtenu de tiers non liés à la Production

En général, la société de production conclut une convention de prêt avec le fournisseur du financement intérimaire (le « bailleur de fonds ») précisant les frais, la durée et le taux d'intérêt. Le coût du financement intérimaire indiqué dans l'ÉCFCA doit correspondre au montant des frais et intérêts exigés par le bailleur de fonds ainsi qu'à une estimation du coût futur du financement intérimaire fondée sur le taux d'intérêt exigé par le bailleur de fonds, jusqu'à la date de réception de la dernière tranche du financement (ex. : crédits d'impôts, licences, etc.).

4.5.2 Financement obtenu d'une entité liée à la société de production

La société de production peut décider d'assurer le financement intérimaire de la Production au moyen de ses propres ressources financières, liquidités ou ligne de crédit, ou celles d'une partie apparentée.

- Dans ces situations, le coût de financement imputé à la Production doit correspondre au coût de l'emprunt de la société de production ou du bailleur de fonds qui lui est lié. Pour plus de certitude, le coût de l'emprunt ne peut pas dépasser le taux d'intérêt demandé par le tiers bailleur de fonds à la société de production ou à sa société apparentée.
- Le coût du financement intérimaire doit être calculé comme un intérêt couru sur les débours mensuels associés au paiement des coûts de la Production, moins la somme comptant de financement reçue chaque mois d'autres sources jusqu'à la date de la réception de la dernière tranche du financement. La société de production peut également être tenue de fournir une copie de l'état de ses flux de trésorerie comprenant les montants reçus et les débours effectués à même le solde du prêt pour étayer ces frais.
- La période durant laquelle les intérêts sont exigés doit être raisonnable. Elle doit correspondre à la période pendant laquelle la société de production ou sa société apparentée a fourni le financement intérimaire pour la Production ainsi qu'une estimation du coût futur du financement intérimaire jusqu'à la date de la réception de la dernière tranche du financement.
- Afin de reconnaître un coût d'opportunité à la société apparentée qui fournit le financement intérimaire à la Production par le biais de ses liquidités, le FCT et TFC acceptent que la société apparentée charge un taux d'intérêt égal au taux de base + 1%.

Se reporter à l'exemple de calcul dans [l'annexe 7](#).

4.6 Biens acquis au cours de la Production (uniquement pour les activités de production)

Le FCT et TFC reconnaissent deux catégories d'actifs pour les activités de production :

- Les biens acquis par la compagnie mère ou une compagnie de service apparentée et loués à la société de production (ex : véhicules de transport qui ne sont pas portés à l'écran, caméra, éclairage, sonorisation, équipement de montage et de postproduction, etc.);
- Les biens acquis par la société de production à titre d'éléments portés à l'écran (ex : décors, accessoires, véhicules pour les besoins de certaines scènes, costumes, etc.)

4.6.1 Biens acquis par la société de production

Ces actifs sont comptabilisés au bilan de la société apparentée et peuvent être loués pour les besoins de la Production à la société de production. La comptabilisation et la présentation de ces actifs doit se faire selon les normes décrites à la section 4.10.3 du présent document.

4.6.2 Biens acquis par la société de production

Cette section ne traite que des biens acquis pour les fins de tournage et faisant donc partie intégrante des éléments portés à l'écran.

- Le coût des biens ainsi acquis doit correspondre au coût réel d'achat ou de construction, étayé par un contrat, une facture, un registre de paie, etc.
- Le bien doit être directement lié à la Production.
- Lorsque plusieurs Productions utilisent le même bien (notamment dans le cas du renouvellement d'une série d'émissions télévisées), le FTC et TFC permettront que le coût total de l'acquisition ou de la construction soit imputé lors de la première série de l'émission de télévision. Si la Production utilise ce même bien dans une série subséquente, le coût de ce bien sera de zéro (à l'exclusion d'un coût raisonnable d'entreposage, de réparation et maintenance, d'assurance et autres coûts d'opérations directement reliés au bien).

Dans tous les cas, pour plus de précision, le FCT et TFC n'accepteront pas que le coût d'un bien soit chargé à la Production plus d'une fois et ne dépasse le coût d'acquisition.

- Lorsque les biens acquis sont vendus à la fin d'une production, le produit de cession doit être porté au crédit du poste du devis auquel les coûts initiaux avaient été imputés.
- Lorsque les biens acquis ne sont pas vendus à la fin d'une production et qu'ils possèdent une valeur résiduelle différente de zéro, celle-ci doit être portée au crédit du poste du devis auquel les coûts initiaux avaient été imputés.
- Lorsqu'elle présente un ÉCFCA, la société de production doit fournir l'information suivante certifiée par l'expert-comptable indépendant relativement aux biens acquis dans le cadre de la Production :
 - ▶ Si aucun bien n'a été acquis, il faut le mentionner dans une note afférente à l'ÉCFCA.
 - ▶ La description et le coût d'acquisition de tout bien acquis dont la valeur est égale ou supérieure au plus élevé de 5 000 \$ ou de 0,5 % du coût final total de la Production déclaré dans l'ÉCFCA doivent être présentés dans une note y afférente. Un exemple d'une telle note figure à l'[annexe 5](#), point 3.

- ▶ La valeur des actifs présentée par voie de note, et les détails de tout coût direct ou indirect de main-d'œuvre capitalisé aux immobilisations lorsque la main-d'œuvre est formée de personnes à l'emploi de la société de production, et la partie appropriée des frais indirects.
 - ▶ Si la société de production cède des biens acquis à un coût égal ou supérieur au plus élevé de 5 000 \$ ou de 0,5 % du coût final total de la Production, elle doit décrire chaque bien vendu, son coût d'acquisition et le montant du produit de la vente. Le traitement comptable de ces ventes doit être présenté dans une note afférente à l'ÉCFCA.
- Le FCT et TFC se réservent le droit de refuser certains coûts et/ou produits de cession, s'ils les jugent déraisonnables.

4.7 Coûts non canadiens

Tous les coûts non canadiens (payés en devises étrangères à des compagnies canadiennes ou non pour lesquels il y a un risque relié au taux de change) engagés par une société de production ou de distribution canadienne ou étrangère doivent être enregistrés séparément des coûts canadiens pour toutes les Productions, que celles-ci soient des coproductions certifiées par traité ou autre.

Si la Production compte des artistes étrangers, il faut remplir la section 8 de l'annexe 5, et fournir les renseignements demandés relativement (i) aux artistes non canadiens et (ii) aux deux artistes qui ont obtenu les points du BCPAC alloués aux premier et deuxième artistes ayant les cachets les plus élevés.

| 13

4.8 Opérations en devises

En ce qui a trait aux coûts de production, les gains ou les pertes de change, qu'ils soient réalisés ou non, doivent être portés en diminution de l'élément de coût pertinent. Le traitement comptable de ces montants doit être précisé dans les notes afférentes à l'ÉCFCA, tel qu'il est présenté à l'annexe 5.

Dans le cas de traités de coproductions, tous les gains ou pertes de change, qu'ils soient réalisés ou non, peuvent être comptabilisés dans une ligne du devis séparée de la section D.

En ce qui a trait au financement de la Production, les gains ou les pertes de change, qu'ils soient réalisés ou non, doivent être appliqués tel qu'il est décrit dans l'entente contractuelle pertinente et présentés dans l'ÉCFCA de la manière précisée à l'annexe 5.

4.9 Coûts de production payés à des télédiffuseurs et à des distributeurs

Tout montant versé à des radiodiffuseurs qui octroient les licences de télédiffusion ou à des distributeurs qui acquièrent les droits de distribution de la Production en tant que coûts de production (que ce soit sous la forme d'argent comptant ou de services) doit être présenté comme un coût réel et précisé dans les notes afférentes à l'ÉCFCA, comme il est mentionné à l'annexe 5.

4.10 Opérations entre apparentés (OEA)

La valeur de toute estimation d'une opération entre apparentés incluse dans le devis doit être présentée séparément au FCT et à TFC au moment de la demande, et le coût réel de l'opération doit figurer dans l'ÉCFCA, comme il est précisé à l'[annexe 5](#). Les montants réels et les soldes à payer relatifs aux opérations entre apparentés doivent être calculés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ainsi que selon les règles complémentaires adaptées aux industries du cinéma, de la télévision et des nouveaux médias prévues par le FCT et TFC, qui sont décrites ci-après aux articles 4.10.1 à 4.10.3.

4.10.1 Définitions

Le chapitre 3840 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé « Opérations entre apparentés », comprend les définitions suivantes des termes parties apparentées, opération entre apparentés, contrôle et influence notable :

- « Des **parties sont apparentées** lorsque l'une des parties a la capacité d'exercer, directement ou indirectement, un contrôle, un contrôle conjoint ou une influence notable sur l'autre. Deux parties ou plus sont apparentées lorsqu'elles sont soumises à un contrôle commun, à un contrôle conjoint ou à une influence notable commune. **Les membres de la direction et les proches parents comptent également au nombre des apparentés.** »,
- « Une **opération entre apparentés** est un transfert de ressources économiques ou d'obligations entre des apparentés, ou la prestation de services par une partie à un apparenté, indépendamment du fait qu'une contrepartie soit donnée ou non. Les parties à l'opération sont apparentées avant que l'opération n'ait lieu. Lorsque la relation découle de l'opération, celle-ci n'est pas une opération entre apparentés. »,
- « Le **contrôle** d'une entreprise est le pouvoir de définir, de manière durable et sans le concours de tiers, les politiques stratégiques de cette entreprise en matière d'exploitation, d'investissement et de financement. »,
- « L'**influence notable** exercée sur une entreprise est la capacité d'influer sur les politiques stratégiques de cette entreprise en matière d'exploitation, d'investissement et de financement. »,

Ces définitions ne sont pas exhaustives et de plus amples renseignements figurent dans le chapitre 3840 du *Manuel de l'ICCA*. Il est recommandé de consulter l'expert-comptable indépendant pour toute question à ce sujet.

Deux catégories d'opérations entre apparentés sont reconnues par le FCT et TFC:

Personnel d'un apparenté

Biens et services fournis par des parties apparentées

4.10.2 Personnel d'un apparenté

Le coût des services (c.-à-d. les salaires ou les honoraires) rendus par des individus engagés par un apparenté, alloué en tout ou en partie à la société de production ou de distribution, doit correspondre au montant réel payé aux individus et être conforme aux clauses du contrat d'emploi ou de service signé avec l'employeur. Ce montant doit être étayé par le débours correspondant. Les salaires doivent correspondre aux heures travaillées par les employés dans le cadre de la Production. Les coûts connexes et les avantages sociaux peuvent être inclus dans ces dépenses.

La base de répartition des heures allouées à la Production doit être raisonnable et appropriée, et elle doit être étayée par des documents comme les T4, les contrats d'emploi, les feuilles de présence précisant le titre de la Production, etc.

Pour être admissible, la dépense de main-d'œuvre doit rencontrer les cinq critères suivants²:

- être raisonnable dans les circonstances;
- être incluse dans les coûts de la Production;
- avoir été engagée pour les étapes allant du début de la Production jusqu'à la fin de l'étape de postproduction;
- être directement attribuable à la Production (il doit y avoir un lien clair avec une tâche particulière de la Production);
- avoir été payée dans l'année d'imposition ou dans les 120 jours suivant celle-ci.³

Le producteur/distributeur a la responsabilité de fournir la documentation suffisante et adéquate pour supporter les montants ci-dessus.

4.10.3 Biens et services fournis par des parties apparentées

Dans le cadre des Productions, il est fréquent d'utiliser des biens appartenant à des parties apparentées ou d'obtenir des services fournis par des parties apparentées. Ces biens et services comprennent notamment les locaux d'un immeuble, du matériel de prise de vues et de sonorisation, des installations de postproduction, des ordinateurs et matériel connexe, des véhicules, du matériel et des meubles de bureau, etc.

| 15

La comptabilisation de ces transactions peut s'effectuer selon l'une des deux méthodes suivantes:

- i. Si le bien ou le service est fourni par une société liée, la comptabilisation peut s'effectuer à la valeur d'échange, telle que définie dans le Manuel de l'ICCA au chapitre 3840. Toutefois, pour être admissible, la dépense doit rencontrer les cinq critères énoncés au paragraphe 4.10.2, et si le bien ou le service est fourni par la société mère, celle-ci doit répondre à la définition de l'Agence du revenu du Canada (ARC) telle qu'énoncée dans sa politique sur les frais d'administration⁴. Le FCT et TFC se réservent le droit de réviser ces critères d'admission en cas d'abus dans leur application ou si certains montants semblent non justifiés ou déraisonnables.
- ii. Si le bien ou le service est rendu par la même entité juridique que la compagnie de production, la comptabilisation des transactions doit être effectuée au coût réel tel que défini ci-dessous.

² À noter que ces critères sont les mêmes que ceux énoncés par l'ARC dans le *Guide des Demandes de crédit d'impôt pour production cinématographique ou magnétoscopique canadienne*.

³ Le FCT et TFC tiendront compte dans cette analyse des délais de paiement liés aux crédits d'impôts et autres sources de fonds de la Production..

⁴ Crédit d'impôt pour production cinématographique ou magnétoscopique canadienne (CIP) – Frais d'administration.

Le coût réel devra être calculé en se fondant sur les frais d'exploitation réels⁵ de la compagnie de production qui peuvent inclure, sans y être toutefois limités, le coût d'acquisition ou l'amortissement, l'électricité, le loyer, les assurances, les frais d'entretien et de réparations, le coût de financement des biens⁶, l'impôt foncier, les permis requis, etc. qui ont été engagés directement pour la Production. Le FCT et TFC pourront se baser sur les états financiers annuels de la compagnie de production pour valider les frais d'exploitations réels.

Lorsqu'une société liée recharge à la Production des biens et/ou services fournis par des tiers (ex : service de téléphone), la valeur de ces biens et/ou services doit être égale au prix payé par la partie apparentée au tiers. Aucune marge de profit ne peut être rechargée sur ces biens et/ou services. Ils doivent correspondre au coût réel uniquement.

Le producteur/distributeur a la responsabilité de fournir la documentation suffisante et adéquate pour supporter les montants ci-dessus.

4.11 Doublage

Selon les principes directeurs, lors d'un doublage en version anglaise ou française d'une émission canadienne, l'entité fournissant ce service doit être une entité de propriété et contrôle canadien. Des exceptions peuvent être faites dans le cas d'un traité de coproduction officielle. En conséquence, la nationalité de l'entité fournissant le service de doublage devra être identifiée dans la section 13 de l'annexe 5.

| 16

5. RESPONSABILITÉS DE L'EXPERT- COMPTABLE INDÉPENDANT

L'expert-comptable indépendant dont les services ont été retenus pour effectuer la certification du Rapport final de coûts d'une production donnée doit être indépendant de la société de production ou de distribution et du ou des producteurs, conformément à la définition de la notion d'indépendance donnée par l'ordre provincial dont l'expert-comptable indépendant est membre.

Lorsqu'il fournit une opinion dans le cadre d'une mission de certification ou d'examen, l'expert comptable indépendant doit exécuter son travail conformément aux normes généralement reconnues du Canada régissant ces missions, ainsi qu'avoir une bonne connaissance de l'industrie et de ses pratiques.

En plus de certifier l'ÉCFCA ou le RFC d'une production donnée, l'expert-comptable indépendant doit avoir pris connaissance des présentes exigences en matière de présentation. S'il a besoin d'éclaircissements, l'expert-comptable indépendant est invité à communiquer avec le FCT ou TFC.

⁵ Les frais d'exploitation doivent être calculés en fonction du temps d'utilisation ou de l'espace requis pour la Production. Le producteur doit pouvoir justifier les coûts d'opérations auxquels se rapporte le bien loué à la Production.

⁶ Le coût de financement des biens est fondé sur les intérêts débiteurs réels figurant dans les relevés délivrés par l'institution de financement, lorsqu'un contrat de financement existe. Lorsque la société de production ou de distribution finance l'acquisition de biens au moyen de ses liquidités et d'une ligne de crédit, le FCT et TFC permettent l'inclusion des intérêts débiteurs estimatifs, sous réserve de la satisfaction des deux critères suivants :

- le taux utilisé ne doit pas excéder le taux d'intérêt exigé par le tiers bailleur de fonds au cours de la période pendant laquelle le bien est utilisé pour la Production;
- la période d'amortissement du prêt estimatif doit être raisonnable et ne pas dépasser la durée de vie utile du bien acquis ou le taux d'amortissement habituellement utilisé par le bailleur ou le propriétaire du bien.

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux actionnaires de la société de production (ou de distribution)

Nous avons vérifié l'état du coût final certifié de l'activité tel que requis dans l'entente contractuelle avec le Fonds canadien de télévision (FCT) et/ou Téléfilm Canada (TFC) en ce qui a trait au film (ou à l'émission télévisée ou à la série d'émissions télévisées, ou au produit nouveaux médias) intitulé _____ pour la période allant du _____ au _____. L'état du coût final certifié de l'activité a été préparé en conformité avec les Exigences en matière de comptabilisation et de présentation du FCT et TFC. La responsabilité de cet état du coût final certifié de l'activité et sa conformité aux exigences des ententes contractuelles incombe à la société de production (ou de distribution). Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion, en nous fondant sur nos vérifications, et sur le respect des règles particulières du FCT et TFC sur la comptabilisation et la présentation telles que décrites dans les ententes contractuelles et définies dans la note 2.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'état du coût final certifié de l'activité est exempt d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans l'état du coût final certifié de l'activité. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble de l'état du coût final certifié de l'activité.

| 17

À notre avis, le présent état du coût final certifié de l'activité donne, à tous les égards importants, une image fidèle du cumul des coûts de production (ou de distribution) du film (de l'émission télévisée ou de la série d'émissions télévisées, ou du produit nouveaux médias) intitulé _____ pour la période allant du _____ au _____, et en accord avec les principales conventions comptables définies à la note 2 et les Exigences en matière de comptabilisation et présentation du FCT et TFC.

Cet état du coût final certifié de l'activité, qui n'a pas été établi et n'avait pas à être établi selon les principes comptables généralement reconnus au Canada, est fourni uniquement à titre d'information et pour être utilisé par les actionnaires de la société de production (ou de distribution) et le FCT et TFC dans le but de se conformer aux ententes contractuelles conclues avec le FCT et TFC. Cet état de coût final certifié de l'activité n'est pas destiné à être utilisé, et ne doit pas l'être, par des personnes autres que les utilisateurs déterminés, ni à aucune autre fin que la ou les fins auxquelles il a été établi.

Date: _____

Signature: _____

Comptables agréés

Ville: _____

RAPPORT DE MISSION D'EXAMEN

Aux actionnaires de la société de production (ou de distribution)

Nous avons procédé à l'examen de l'état du coût final certifié de l'activité s'appliquant au film (à l'émission télévisée ou à la série d'émissions télévisées, ou au produit nouveaux médias) intitulé (la « Production ») pour la période allant du _____ au _____. Notre examen a été effectué conformément aux normes des missions d'examen généralement reconnues du Canada et a donc consisté essentiellement en prises de renseignements, procédés analytiques et discussions portant sur les renseignements qui nous ont été fournis par la société.

Un examen ne constitue pas une vérification et, par conséquent, nous n'exprimons pas une opinion de vérificateur sur ce rapport.

Au cours de notre examen, nous n'avons rien relevé qui nous porte à croire que cet état n'est pas, à tous les égards importants, le cumul des coûts de production (ou de distribution) de la Production pour la période allant du _____ au _____, selon les principes comptables définis à la note 2 et conformément aux Exigences en matière de comptabilisation et de présentation du Fonds canadien de télévision et de Téléfilm Canada.

Date: _____

Signature: _____
(société)

Ville: _____

Déclaration sous serment en production ou distribution

Je, le soussigné, à titre de représentant autorisé de la société de production ou de distribution _____, qui a terminé et livré le film (ou l'émission télévisée ou la série d'émissions télévisées, ou le produit nouveaux médias) intitulé _____ (la « Production »), certifie par la présente que le coût final de production (ou de distribution), tels qu'il est présenté dans ce Rapport final de coûts pour la période allant du _____ au _____, et soumis au Fonds canadien de télévision et à Téléfilm Canada, donne une image fidèle de tous les coûts de la Production.

Signature _____

Title _____

Date _____

| 19

Déclaré devant moi _____
(notaire ou commissaire prêtant serment)

dans _____
(la ville de)

dans _____
(la province de)

en ce _____
(jour)

_____ (mois, année)

Déclaration sous serment en développement

Je, le soussigné, à titre de représentant autorisé de la société de production _____, qui a terminé et livré le développement du film (ou l'émission télévisée ou la série d'émissions télévisées, ou le produit nouveaux médias) intitulé _____ (le « Développement »), certifie par la présente que le coût final de développement, tel qu'il est présenté dans ce Rapport final de coûts pour la période allant du _____ au _____, et soumis au Fonds canadien de télévision et à Téléfilm Canada, donne une image fidèle de tous les coûts de Développement.

Signature _____

Titre _____

Date _____

| 20

Déclaré devant moi _____
(notaire ou commissaire prêtant serment)

dans _____
(la ville de)

dans _____
(la province de)

en ce _____
(jour)

_____ (mois, année)

ANNEXE 5 - EXEMPLE DE NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DU COÛT FINAL CERTIFIÉ DE L'ACTIVITÉ

Notes afférentes à l'État du coût final certifié de l'activité (ÉCFCA)

1. Contenu

L'état du coût final certifié de l'activité en ce qui a trait au/à l'
(indiquer l'un des formats suivants : long métrage, émission ou série d'émissions télévisées ou produit nouveaux médias) intitulé _____ (la « Production ») pour la période allant du _____ au _____ inclut tous les frais engagés par _____ (la société de production ou de distribution) relativement à cette Production, y compris les frais engagés mais impayés au moment de la préparation de cet ÉCFCA.

La société de production ou de distribution, _____, est responsable de la Production (ou de la distribution) de la Production susmentionnée. Le(s) producteurs(s) ou le(s) distributeur(s) de la Production est (sont) :

Tous les montants présentés dans cet ÉCFCA sont en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.

2. Principales conventions comptables

Dans les cas suivants, il faut fournir de l'information concernant les principales conventions comptables utilisées, ainsi qu'une brève description de l'application de toute règle particulière du FCT ou de TFC sur la comptabilisation et la présentation :

- une convention comptable est choisie parmi plusieurs conventions comptables reconnues;
- des méthodes et des principes comptables particuliers à l'industrie du cinéma, de la télévision et des nouveaux médias sont utilisés;
- les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada sont appliqués d'une manière nouvelle ou inusitée;
- certaines méthodes comptables ne sont pas en accord avec les PCGR.

Exemple de présentation de conventions comptables

Les frais engagés relativement à la Production ont été comptabilisés selon les principes comptables généralement reconnus au Canada et selon les exigences en matière de comptabilisation et de présentation établies par le FCT et TFC. Les règles qui diffèrent des principes comptables généralement reconnus comprennent les suivantes :

a) Généralités : Les coûts compilés dans le présent état ne tiennent pas compte, le cas échéant, des crédits d'impôt remboursables à l'égard d'une production certifiée.

b) Coûts d'activité de production : Les coûts d'activité de production comprennent les frais directs liés à la Production ainsi que le cachet du producteur et les frais généraux administratifs, lesquels correspondent à _____ % du total des sections B et C du devis approuvé pour cette Production.

c) Garantie d'achèvement : Le montant des ristournes sur garantie d'achèvement a été comptabilisé en réduction du coût de la garantie d'achèvement OU le montant des ristournes sur garantie d'achèvement n'a pas été comptabilisé dans le présent état.

d) Le coût de financement intérimaire :

- i. obtenu de tiers bailleurs de fonds est imputé à la Production aux taux fixés par ces tiers;
- ii. obtenu de parties apparentées correspond à l'écart entre les débours et les investissements mensuels, multiplié par le taux d'intérêt fixé par le tiers bailleur de fonds des parties apparentées;
- iii. comprend le coût d'emprunt estimatif jusqu'à la date de la réception du dernier versement du financement.

e) Biens : Les biens acquis dans le cadre de la Production sont présentés en tant que coûts de production. Le produit tiré de la cession de ces biens pendant la période couverte par le RFC a été appliqué en diminution des postes budgétaires dans lesquels, à l'origine, le coût d'acquisition a été comptabilisé. Les biens transférés à une autre Production sont considérés avoir été cédés par la Production à la valeur de réalisation nette.

f) Les opérations entre apparentés sont mesurées à la valeur d'échange ou au coût réel. La valeur d'échange est déterminée par rapport aux tarifs les plus bas demandés pour des services ou des biens semblables ou identiques fournis à des clients apparentés ou non au cours de la période de production.

g) Autres principales conventions comptables.

3. Biens acquis et cédés pendant la Production

- ☐ Aucun bien n'a été acquis au cours de la Production.
- ☐ La valeur totale des biens acquis au cours de la Production s'élève à \$.
- ☐ La liste des biens acquis ou cédés dont le coût d'origine individuel était supérieur au plus élevé de 5 000 \$ ou de 0,5 % du total des coûts de production figure dans le tableau ci-après :

Description	Coût d'acquisition Produit de la cession (réel ou prévu) (s'il y a lieu)

4. Opérations entre apparentés

Les coûts de production comprennent les opérations entre apparentés et les montants suivants :

Poste et code budgétaire	Description	Nom de l'apparenté et description de la relation	Mesure (coût réel ou valeur d'échange)	Montant

Les opérations liées aux services fournis par des employés de la société apparentée ont été mesurées au coût réel;

La valeur d'échange constitue la mesure qui a été utilisée pour chacune des autres opérations entre parties apparentées.

5. Coûts impayés

Les coûts de production incluent des coûts impayés. En date du _____ (date du Rapport final de coûts), l'État du coût final certifié de l'activité comprend les soldes impayés suivants :

Comptes à payer	\$
Comptes de régularisation	\$
Frais reportés	\$
Total	\$

Les comptes créditeurs et les comptes de régularisation s'établissent comme suit :

Frais reportés :

Description	Code du devis	Montant

6. Postes budgétaires fixes

| 23

Le devis daté du _____ et approuvé par le FCT et TFC fixe certains coûts particuliers comme suit :

Description	Code du devis	Montant maximal ou minimal admissible	Total imputé au Rapport final de coûts

7. Coûts non canadiens

Les coûts de production comprennent les coûts non canadiens suivants :

Poste et code budgétaire	Description	Montant

8. Artistes obtenant des points et artistes non canadiens

Puisque certains artistes non canadiens peuvent être engagés dans la Production, en vertu de l'article 4.7 des présentes Exigences en matière de présentation, veuillez fournir l'information suivante pour (i) les artistes étrangers et (ii) les artistes qui ont obtenu les points du BCPAC alloués au premier et deuxième artistes ayant les cachets les plus élevés:

Rôle	Nom de l'artiste	Nationalité	Cachet	Déplacement et séjour (payés ou fournis)	Autres coûts

9. Opérations en devises (opérations sur les coûts de production)

Les gains (pertes) de change se sont élevés à _____ \$. À cet égard, les montants suivants ont été portés en diminution du (inclus dans le) coût des postes suivants.

Poste et code budgétaire

Montant

10. Sources et structure de financement

| 24

Le tableau suivant présente les sources de financement définitif et intérimaire de la Production.

Nom de la source de financement (incluant le financement intérimaire)	Montant total reçu en date de l'ÉCFCA	Montant total à recevoir OU à payer au(x) bailleur(s) de fonds en date de l'ÉCFCA	Total du financement
Nom du tiers bailleur de fonds			
Nom du bailleur de fonds apparenté			
Total du financement			
Total des coûts			

Un gain ou une perte de change de _____ \$ a été réalisé(e) par suite des opérations de financement.

11. Ristourne sur garantie d'achèvement

La société de production a reçu une ristourne (ou une bonification) de d'achèvement. La ristourne a été comptabilisée comme suit :

\$ du garant

Poste et code budgétaire	Montant
--------------------------	---------

12. Montants payés à des radiodiffuseurs ou à des distributeurs

Poste et code budgétaire	Bénéficiaire	Description	Montant

13. Doublage

La compagnie qui a fourni la version (anglaise ou française) (doublage ou sous-titrage) de la Production était une compagnie (nom du pays).

| 25

ANNEXE 6 - GLOSSAIRE

Glossaire⁷

Demande de paiement définitif – Désigne la demande de paiement final de la société de production ou de distribution faite en conformité avec l'entente concernant le financement et les principes directeurs qui s'appliquent spécifiquement à la Production ou l'activité.

Demande de phase II – Désigne, dans le cadre du PDD du FCT, le processus qui va de la réception de la demande de paiement définitif de la société de production en vertu de l'entente de financement au versement du paiement final à la société de production.

Devis – La dernière estimation détaillée du total des coûts de la Production, préparée par les estimateurs professionnels de l'industrie dont les services ont été retenus par la société de production ou de distribution. Le devis est approuvé par le FCT et TFC et il est présenté en la forme standard approuvée par le FCT et TFC.

Direction – (Réf. Manuel de l'ICCA) les membres de la direction, c'est-à-dire toute personne qui a le pouvoir et la responsabilité de planifier, de diriger et de contrôler les activités de la société de production ou de distribution.

Entente contractuelle – Terme générique désignant les divers types de conventions conclues entre le FCT, TFC et une ou plusieurs sociétés de production ou de distribution.

État du coût final certifié de l'activité (ÉCFCA) – L'état du coût final de production ou de distribution qui a été vérifié ou examiné par un expert-comptable indépendant. Ce dernier a également certifié qu'en date de l'état, les coûts indiqués correspondent réellement aux coûts finaux de la Production.

Exigences en matière de comptabilisation et de présentation (Exigences en matière de présentation) – Le document daté du 1er janvier 2006 et auquel cette annexe est jointe.

Expert-comptable indépendant – Expert-comptable indépendant dont les services sont retenus par la société de production ou de distribution relativement à la certification de l'ÉCFCA. La personne retenue doit être membre en règle d'un ordre professionnel autorisé à mener ce genre de travail ainsi que membre en règle de l'ordre de sa province. L'expert-comptable doit être indépendant de la société de production ou de distribution et du(des) producteur(s) ou distributeur(s), conformément à la définition de la notion d'indépendance donnée par l'ordre provincial dont l'expert-comptable est membre.

Financement intérimaire – Le financement provisoire fourni sous la forme d'un prêt payé d'avance qui est garanti par des fonds à recevoir des sources de financement sous-jacentes à la Production.

PCGR – Les principes comptables généralement reconnus au Canada.

Politique – Une politique est définie comme une ligne de conduite conforme à des objectifs précis qui ont été adoptés officiellement par les conseils d'administration du FCT et de TFC et qui est suivie par les sociétés. Un document de politique comporte la présentation d'une politique et des principes directeurs relatifs à son application.

Remarque : Les termes « document de politique » et « principes directeurs » sont souvent synonymes.

⁷ Ce glossaire a été dressé dans le but uniquement de faciliter l'interprétation du présent document. Il ne doit pas servir à interpréter les principes directeurs du FCT ou de TFC.

Principes directeurs – Ce document contient toutes les règles et directives détaillées relatives à l’administration des programmes du FCT ou de TFC.

Production – L’émission ou la série d’émissions télévisées, le long métrage ou le produit nouveaux médias, tel qu’il est défini dans les ententes contractuelles, et pour lequel un rapport de coûts doit être présenté au FCT ou à TFC en application des exigences en matière de présentation.

- ▶ Pour les besoins de TFC, une « Production » désigne les activités de production et de distribution d’une émission de télévision, d’une série d’émissions télévisées, d’un long métrage ou d’un produit nouveaux médias.
- ▶ Pour les besoins du FCT, une « Production » désigne uniquement les activités de production d’une émission de télévision, d’une série d’émissions télévisées ou d’un long métrage.

Rapport final de coûts (RFC) – Le Rapport final de coûts de production ou de distribution qui est préparé et présenté par la société de production ou de distribution. Le rapport fait état de tous les frais payés, à payer et estimatifs jusqu’à l’achèvement (le cas échéant) en comparaison des montants budgétés, après l’achèvement de la Production. Des notes explicatives portant sur les écarts importants entre le montant budgété et le coût final pour chacun des postes budgétaires doivent être jointes au RFC.

Société de distribution – La société qui a conclu les ententes contractuelles en vertu desquelles elle est responsable de distribuer la Production.

Société de production – La société qui a conclu une entente contractuelle en vertu de laquelle elle est responsable de produire et d’achever la Production.

Société mère – (réf : Manuel de l’ICCA) Une entreprise qui exerce un contrôle sur une autre entreprise (filiale) qui a le droit et la capacité de retirer des avantages économiques futurs des ressources de l’entreprise contrôlée et qui assume les risques qui s’y rattachent. Dans ce contexte, le contrôle d’une entreprise signifie le pouvoir de définir, de manière durable et sans le concours de tiers, les politiques stratégiques d’une entreprise en matière d’exploitation, d’investissement et de financement.

Valeur résiduelle – (réf : Manuel de l’ICCA) Valeur de réalisation nette estimative d’une immobilisation corporelle à la fin de sa durée de vie.

ANNEXE 7 - CALCUL DU COÛT DE FINANCEMENT INTÉRIMAIRE EXIGÉ PAR UN APPARENTÉ

Calcul du coût de financement intérimaire exigé par un apparenté

Flux de trésorerie mensuels réels	1 ^{er} mois	2 ^e mois	3 ^e mois	4 ^e mois	5 ^e mois	6 ^e mois	X ^e mois ⁸	Total ⁹
Solde d'ouverture								
Encaissements mensuels (A)								
Débours mensuels (B)								
Total des besoins mensuels en matière de financement intérimaire (A) – (B)								
Coût d'emprunt mensuel de l'apparenté (%) (C)								
Financement intérimaire mensuel (C) x (A - B)								
Plus une estimation ¹⁰ du coût futur de financement intérimaire (D)								
Total du coût de financement intérimaire								

| 28

⁸ La période doit correspondre à la période pendant laquelle la partie apparentée a fourni le financement intérimaire relativement à la Production.

⁹ Devrait être égal aux coûts finaux de production, tels qu'ils figurent dans l'ÉCFCA.

¹⁰ Ne doit pas dépasser la date de la réception du dernier versement du financement.

Politique sur les chaînes de titres

| 29

EN VIGUEUR À COMPTER DU 1^{ER} FÉVRIER 2007

Cette Politique d'affaires s'applique aux volets suivants :

Enveloppes de rendement des télédiffuseurs	Projets en langue française à l'extérieur du Québec	Projets en langues autochtones	Aide au développement	Aide au doublage et au sous-titrage
				

La chaîne complète de titres fait partie intégrante de l'évaluation de conformité d'un projet selon la troisième exigence fondamentale des Principes directeurs qui prévoit que les droits sous-jacents d'un projet faisant l'objet d'une demande de financement au FCT doivent être détenus par des Canadiens et que le projet doit être réalisé en majeure partie et de façon appréciable par des Canadiens. Les documents relatifs à la chaîne de titres visent non seulement à élucider des questions fondamentales concernant l'admissibilité d'un projet, mais aussi à déterminer son admissibilité à des primes régionales.

Conformément au formulaire de demande du FCT, le Requérant doit fournir une chaîne de titres définitive et complète lors du dépôt de sa demande. Celle-ci doit comprendre ce qui suit :

- un résumé écrit de l'évolution du projet;
- toute documentation – ententes de transfert de droits, ententes avec les scénaristes, ententes d'options ou d'acquisition, autorisations de diffusion de la maison d'édition, etc. – et autre entente attestant que le Requérant détient :
 - o les droits relatifs au concept et au matériel créatif afférents,
 - o les droits de production, de distribution et d'exploitation du projet;
- les ententes de coproduction et/ou de coentreprise (le cas échéant);
- une copie de la demande soumise au Service des coproductions de Téléfilm Canada ou de la décision anticipée de Téléfilm Canada (pour les coproductions internationales en vertu d'accords officiels seulement).

Il peut arriver que les questions entourant les droits, la propriété, les coproductions et le droit d'auteur nécessitent de nouvelles analyses de chaînes de titres. LE FCT se réserve le droit de demander en tout temps d'autres renseignements et/ou documents portant sur une chaîne de titres.

Politique de mention au générique du FCT

| 31

EN VIGUEUR À COMPTER DU 1^{ER} FÉVRIER 2007

Cette Politique d'affaires s'applique aux volets suivants :

Enveloppes de rendement des télédiffuseurs	Projets en langue française à l'extérieur du Québec	Projets en langues autochtones	Aide au développement	Aide au doublage et au sous-titrage
				

Toutes les productions qui bénéficient d'une participation financière du FCT doivent faire état de cette aide et ajouter le logo du FCT au générique des versions destinées au marché canadien ainsi qu'aux annonces et à l'ensemble du matériel publicitaire et promotionnel au Canada (y compris les sites Internet).

Ce logo type est accessible sur le site web du FCT à l'adresse suivante :

http://www.ctf-fct.ca/producers_creditsandlogos_fr.html.

Le Requérant qui en a le pouvoir doit aussi mentionner l'aide du FCT au générique de toutes les versions de son émission ainsi que dans les annonces et matériels publicitaires ou promotionnels internationaux pertinents.

La mention du FCT doit figurer en tout temps d'une manière et sous une forme que le FCT juge acceptables. Le FCT doit approuver tous les génériques avant que ceux-ci ne soient insérés au montage final.

Le FCT peut exiger que le Requérant modifie à ses frais le générique d'une production dont il n'a pas approuvé la mention au générique afin de se conformer à la présente politique.

Le Requérant devrait consulter la section « Mention au générique et promotion » du Contrat de financement du FCT pour la liste complète des exigences.

Politique relative aux honoraires du producteur et aux frais d'administration

| 33

EN VIGUEUR À COMPTER DU 1^{ER} AVRIL 2009

Cette Politique d'affaires s'applique aux volets suivants :

Enveloppes de rendement des télédiffuseurs	Projets en langue française à l'extérieur du Québec	Projets en langues autochtones	Aide au développement	Aide au doublage et au sous-titrage
				-

Esprit et objet de la politique

La majorité des producteurs se trouvent confrontés à des défis de taille au moment de mettre en place le financement du développement et de la production de projets et, la plupart du temps, se voient dans l'obligation de renoncer à une rémunération raisonnable. La présente politique vise à assurer aux producteurs une juste rémunération pour leur travail d'une part en imposant généralement dans les devis de production des seuils minimaux pour les honoraires du producteur et les frais d'administration et, d'autre part, en limitant le report, l'investissement et/ou la réduction de leur paiement.

La présente politique cherche également à atteindre un juste équilibre entre la rémunération raisonnable, l'accumulation d'avantages pour les individus ayant un droit de propriété dans la production et les ressources limitées qu'offre le Fonds canadien de télévision (FCT). En principe, l'objectif de la présente politique est d'éviter la négociation entre la société de production et le FCT en fournissant aux producteurs des directives claires quant aux coûts qu'ils peuvent inclure dans leur devis de production.

Dans les cas où la présente politique semble être appliquée de façon à inscrire dans le devis de production des frais supérieurs au plafond établi pour les honoraires du producteur et les frais d'administration, le FCT s'en remettra à la définition du terme « producteur » pour décider si les honoraires de la personne doivent demeurer dans le plafond établi.

Balises visant à assurer la rémunération adéquate des producteurs

Le FCT n'encourage pas les producteurs à réduire leurs honoraires et leurs frais d'administration ou, encore, à en reporter le paiement pour boucler le financement de la production.

Ainsi, pour le marché de langue anglaise, le FCT n'autorisera pas de différés ou d'investissement du producteur et/ou de réductions de plus de 25 % des honoraires maximums du producteur et des frais d'administration autorisés lorsque le producteur ne présente pas une structure financière viable. Le télédiffuseur devra également chercher à financer la production sans recourir à des différés, des investissements ou des réductions. À cette fin, le télédiffuseur devra démontrer que :

- les droits de diffusion prévus dans la structure financière sont supérieurs à leur moyenne historique pour le type d'émissions et pour le format de production; et
- la contribution maximale tirée de l'enveloppe de rendement du télédiffuseur a été engagée dans la production (ou à défaut d'avoir suffisamment de fonds dans son enveloppe pour engager le montant maximal de contribution, le télédiffuseur a utilisé tous les fonds disponibles restants dans l'enveloppe).

Les balises au niveau des différés ne visent pas à empêcher le producteur de soumettre une structure financière viable prévoyant un investissement, un différé et/ou une réduction de plus de 25 % de ses honoraires et de ses frais d'administration, différé qui pourrait plus tard être remplacé par d'autres fonds confirmés.

Le FCT effectuera un suivi attentif du niveau des différés, investissements et/ou réductions du producteur dans les projets qui bénéficient de son soutien financier. Si les différés et/ou réductions des investissements du producteur sont d'une façon constante, supérieurs au seuil établi dans le paragraphe précédent, le FCT révisera la présente politique de manière à y ajouter d'autres critères de protection.

Plafond pour les honoraires du producteur et les frais d'administration

La présente politique vise à assurer la rémunération adéquate des producteurs pour le rôle qu'ils jouent dans la production en exigeant généralement que le devis de production prévoie un niveau donné d'honoraires du producteur et de frais d'administration dans la plupart des situations. Ainsi, pour faire en sorte que les producteurs reçoivent une rémunération adéquate pour leur rôle dans la production, le devis de production doit généralement inclure la totalité des honoraires du producteur et des frais d'administration admissibles.

Le plafond pour les honoraires du producteur et pour les frais d'administration est généralement établi à 20 % des sections B+C du devis de production, sauf pour les productions à petit budget (soit de moins de 500 000 \$). Pour ces productions, le plafond a été fixé à 30 %.

Au-delà de ces pourcentages, le plafond a été établi à 1,4 million de dollars par projet. Dans le cas des séries de plus de 13 heures (13 épisodes d'une heure ou 26 épisodes de 30 minutes), ce plafond doit être majoré proportionnellement.

Ces pourcentages et leur valeur en dollars représentent le montant maximal admissible et correspondent à ce qu'on appelle le « plafond ». Pour une coproduction internationale en vertu d'accords officiels, ce plafond est calculé sur la part canadienne des sections B+C du devis de production et s'applique exclusivement aux honoraires du producteur et aux frais d'administration canadiens.

Honoraires à inclure dans le plafond

| 35

Les règles qui suivent s'appliquent à toutes les personnes détenant un droit de propriété dans la production, et ce, même si elles n'ont pas droit à une mention de producteur au générique.

Tous les honoraires de producteur (on entend ici du producteur exécutif, du producteur, du coproducteur, du producteur associé), les autres honoraires relatifs à la gestion de la production (ex. : directeur de la production, superviseur de la postproduction) et tous les honoraires pour des fonctions qui pourraient incomber à un producteur (ex. : honoraires d'un expert-conseil) versés à des personnes ayant un droit de propriété dans la société de production doivent être inclus dans le plafond.

Les honoraires liés à d'autres postes de production (ex. : scénariste, showrunner, réalisateur, acteur) qui se révèlent supérieurs au niveau historique moyen et qui sont versés à des personnes détenant un droit de propriété dans la production doivent être inclus dans le plafond.

Honoraires pouvant être exclus du plafond

Les honoraires des producteurs et des autres gestionnaires de production ne détenant aucun droit de propriété dans la production (y compris les producteurs internes) peuvent être exclus du plafond dans la mesure où l'esprit et l'objet de la présente politique sont respectés. Tous les autres honoraires versés au personnel de production ne détenant aucun droit de propriété dans la production peuvent être exclus du plafond.

La rémunération des personnes détenant un droit de propriété dans la production peut être exclue du plafond établi lorsque les fonctions exercées ne sont habituellement pas dévolues à un producteur (ex. : scénariste, showrunner, réalisateur, acteur), à condition que tous les honoraires supérieurs au niveau historique moyen soient inclus dans le plafond.

Tout montant dépassant ces limites sera inclus dans le plafond.

Honoraires versés aux partenaires financiers

Les honoraires d'intermédiation pour l'organisation du financement de la production ou pour son exploitation commerciale (incluant les frais de financement intercalaire excessifs) doivent figurer dans le plafond. Par ailleurs, les frais versés à des tiers qui assument des responsabilités normalement dévolues à un producteur et destinés aux partenaires financiers (dont le télédiffuseur, les distributeurs et les agences) doivent être inclus dans le plafond sinon être déduits du financement récupérable desdits partenaires financiers.

Inscription des honoraires dans le devis de production

Les honoraires versés à une personne détenant un droit de propriété dans la production et qui assume des fonctions de producteur (ex. : producteur exécutif, producteur, coproducteur, producteur associé) ou, encore, de gestion de la production (ex. : directeur de la production, superviseur de la postproduction) doivent être inscrits dans la section A du devis de production aux fins du calcul du plafond des honoraires du producteur et des frais d'administration (ils sont également inclus dans le plafond).

Les honoraires du producteur ou des gestionnaires de la production qui ne figurent pas dans le plafond peuvent être inscrits dans la section B ou C du devis de production.

Frais d'administration

Les frais d'administration constituent un poste général regroupant différents postes budgétaires (ex. : loyer des locaux du siège social, dépenses d'entretien et de réparation, achat de matériel de bureau, fournitures, salaires du personnel administratif, dépenses pour droits d'adhésion à des associations professionnelles qui ne sont pas spécifiquement liées à la production). Ces frais correspondent à un montant fixe que le FCT acceptera sans présentation de pièces justificatives (Frais d'administration fixes). Toutefois, le montant global imputé au poste « Frais d'administration fixes » ne doit pas dépasser le Plafond des honoraires du producteur et des frais d'administration. Par ailleurs, les producteurs doivent être en mesure de justifier toutes dépenses administratives en plus des « Frais d'administration fixes » figurant ailleurs dans le devis de production. Le FCT devra approuver par écrit et au préalable ces dépenses administratives additionnelles. Les dépenses administratives spécifiquement engagées pour la production ne sont généralement pas inscrites sous le poste « Frais d'administration fixes » (ex. : loyer pour le bureau de production temporaire, salaires des employés de la société de production pour le temps consacré à la production, frais de certification du BCPAC [à la condition que les crédits d'impôt soient inclus dans le financement de la production]).

| 36

Demandes d'aide au développement

Les honoraires du producteur et les frais d'administration d'un budget de développement doivent représenter 20 % des coûts directs pour les honoraires du producteur et 20 % des coûts directs pour les frais d'administration. Les coûts directs comprennent toutes les dépenses de développement admissibles sauf les suivantes :

- honoraires du producteur et frais d'administration;
- part des honoraires du scénariste qui dépasse le niveau historique moyen.

Les frais suivants ne peuvent être imputés aux devis de développement :

- frais de levée d'option ou d'achat de droits d'une personne détenant un droit de propriété dans la production;

- honoraires du scénariste supérieur au niveau historique moyen versés à une personne détenant un droit de propriété dans la production (des exceptions sont possibles lorsque la feuille de route du scénariste justifie l'imposition d'honoraires supérieurs au niveau historique moyen à des producteurs non affiliés);
- honoraires pour l'exercice de toute fonction normalement dévolue à un producteur.

Définitions

Droit de propriété :

Droit de propriété direct ou indirect dans la société de production ou dans toute entité détenant un droit de propriété direct ou indirect dans la société de production, y compris des sociétés apparentées, des succursales et des sociétés mères, conférant à son détenteur un droit de regard ou une influence significative dans le processus de prise de décisions de la société de production.

Producteur :

Un individu qui contrôle et qui est le principal responsable des décisions ayant trait à la production, et ce, du début jusqu'à la fin. Les indicateurs sous mentionnés sont utilisés pour déterminer si une personne exerce les fonctions du producteur principal. Le producteur participe normalement aux activités suivantes et en assume la responsabilité ultime :

- achat et/ou développement significatif de l'histoire;
- choix des responsables de l'écriture du scénario ou de la bible de la série;
- sélection, embauche et licenciement des principaux artistes et du personnel-clé de création;
- préparation, révision et approbation finale du devis de production;
- tous les dépassements;
- engagement de la société de production à l'égard des contrats des artistes et des membres de l'équipe;
- organisation du financement de la production;
- supervision du tournage ou de l'enregistrement et de la postproduction;
- contrôle créatif final;
- dépenses de production;
- comptes bancaires liés à la production (pouvoir de signature exclusif et inconditionnel); et
- organisation de l'exploitation commerciale de la production.

L'exercice des fonctions de producteur délégué et de directeur de la production ne confère pas le statut de producteur.

Politique de protection d'achèvement

| 38

EN VIGUEUR À COMPTER DE 2004-2005

Cette Politique d'affaires s'applique aux volets suivants :

Enveloppes de rendement des télédiffuseurs	Projets en langue française à l'extérieur du Québec	Projets en langues autochtones	Aide au développement	Aide au doublage et au sous-titrage
			-	-

1. Définitions

Garant d'achèvement : Entreprise dont l'activité principale est d'offrir des garanties d'achèvement et bénéficiant d'une couverture démontrable d'un ré-assureur.

Garantie d'achèvement : Protection acquise ou offerte par un garant d'achèvement afin d'assurer l'achèvement et la livraison d'une production et qui, dans l'éventualité où la production ne serait pas achevée, assure le remboursement aux investisseurs et aux partenaires financiers.

Protection d'achèvement : Moyen d'assurer l'achèvement d'une production. La protection d'achèvement est généralement sous forme de garantie d'achèvement, mais peut également correspondre à un montant déposé auprès d'un tiers, une marge de crédit avec montant disponible adéquat, une retenue ou autre mesure acceptable.

Personnel-clé :

La liste du personnel-clé qui suit doit être utilisée uniquement dans le cadre de cette politique.

- Producteur
- Producteur exécutif
- Coproducteur
- Producteur associé
- Producteur délégué
- Directeur de production
- Réalisateur
- Concepteur de production (ou Directeur artistique, si chef de secteur)
- Superviseur de post-production

| 39

2. Aucune participation aux dépassements budgétaires

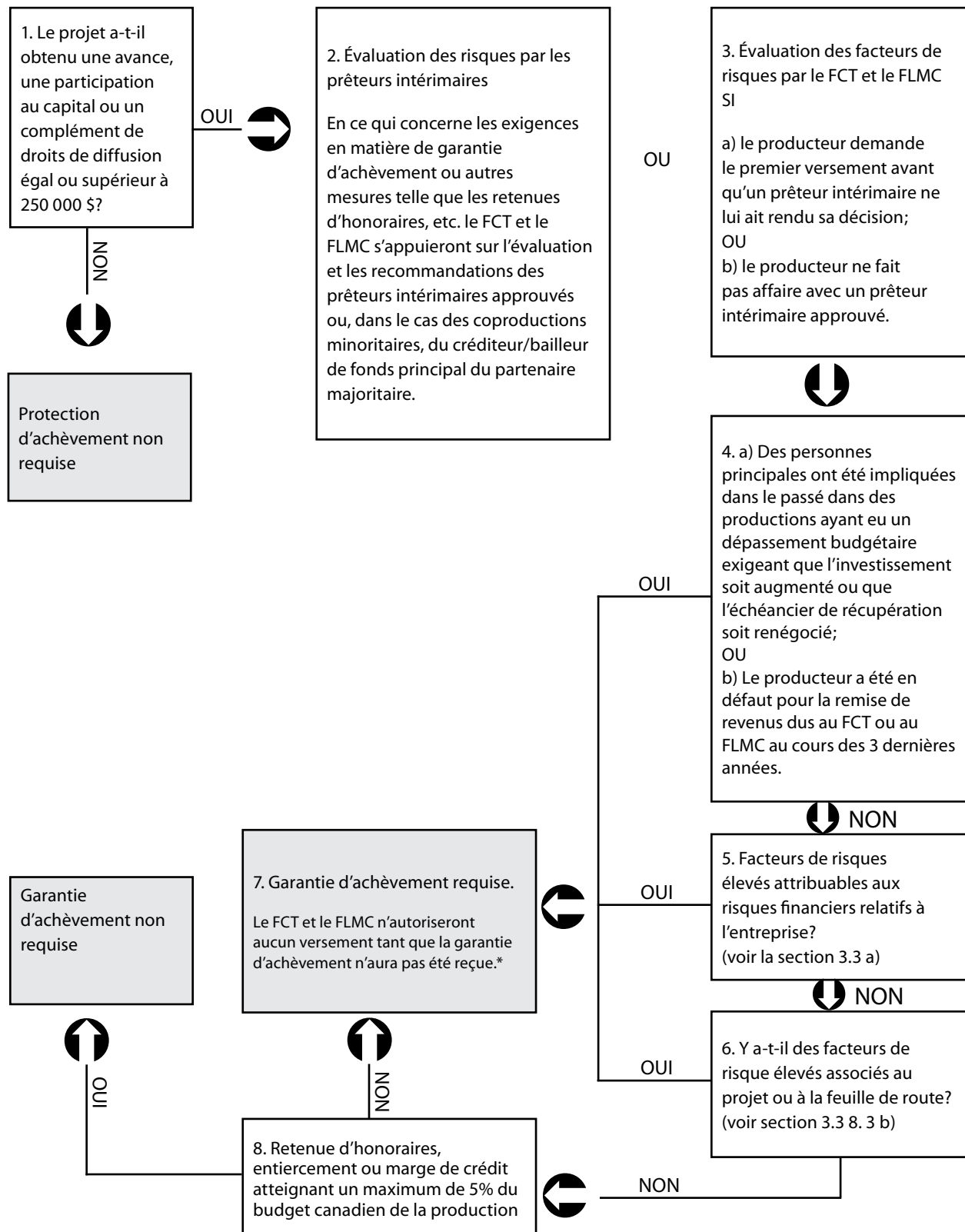
Le FCT et le FLMC ne participeront pas au financement d'un dépassement budgétaire.

3. Exigibilité d'une garantie d'achèvement : processus décisionnel

Nonobstant ce qui suit, le FCT et le FLMC se réservent le droit d'exiger une garantie d'achèvement pour toute production. Une telle décision dans le cadre du FLMC comme du FCT pourrait être influencée par des facteurs tels que le nombre de productions pour une compagnie en cours au même moment, les devis combinés et la bonne santé financière de la maison de production.

Outre le montant exigé au poste budgétaire des imprévus, la protection d'achèvement n'est pas requise pour les projets ayant obtenu une avance, une participation au capital ou un complément de droits de diffusion d'un montant inférieur à 250 000 \$ chacun. Pour les projets ayant obtenu soit une avance, soit une participation au capital ou un complément de droits de diffusion d'un montant supérieur à 250 000 \$, l'évaluation des risques que comporte le projet permettra de déterminer le type de protection d'achèvement exigée.

3. Exigibilité d'une garantie d'achèvement : processus décisionnel (suite)



* Dans certains cas, lorsque les projets obtiennent un investissement en forme d'une participation au capital, un premier versement sous forme de prêt convertible peut être accordé avant l'obtention de la garantie d'achèvement.

3.1 Institutions bancaires reconnues pour les prêts intérimaires

À ce jour, les banques reconnues sont les suivantes : Caisses Populaires Desjardins, Aver Media LP, Rogers Cable, Banque Royale, CIBC, HSBC et Banque Nationale.

Cette liste est périodiquement mise à jour. Vérifiez les mises à jour sur les sites Web de Téléfilm ou de FCT.

3.2. Évaluation des facteurs de risque

Selon le degré moyen ou élevé dans lequel les facteurs de risque se classent, le FCT et le FLMC jugeront s'il est nécessaire d'exiger une garantie d'achèvement.

3.3 a)

RISQUES FINANCIERS DE L'ENTREPRISE			
Facteurs de risque	Bas	Moyen	Élevé
Quelle est la valeur nette de la maison de production (total de l'actif (-) total du passif). Voir remarque 1.	très positif (ratio 2 : 1)	assez positif (1 à 2 : 1)	négatif ou à peine positif (inférieur à 1 : 1)
Ratio d'endettement (total du passif / total de l'actif)	Moins de 70 %	70 %-80 %	plus de 80 %
Fonds de roulement (actif à court terme (-) passif à court terme).	très positif (ratio 2 : 1)	assez positif (1 à 2 : 1)	négatif ou à peine positif (inférieur à 1 : 1)

Remarque 1: En tenant compte de l'actif total et de la participation financière du producteur, des différés et, dans le cas où le distributeur et le producteur sont apparentés, des avances de distribution.

3.3 b)

RISQUES RELATIFS AU PROJET ET À LA FEUILLE DE ROUTE			
Facteurs de risque	Bas	Moyen	Élevé
1. Séries	troisième	deuxième	premier
2. Tournage (studio, extérieurs, à l'étranger...)	studio	extérieurs	à l'étranger
3. Impondérables liés aux conditions climatiques et aux saisons pouvant influencer la production à l'écran ou hors-écran	Aucun	Quelques-uns	Nombreux (notamment en hiver et lors de tournages extérieurs en situations extrêmes)
4. Nombre d'années en affaires	plus de 5	3 à 5	moins de 3
5. Expérience avec la maison de production/ producteur (fréquence, feuille de route et expérience dans un genre similaire)	très bon	assez bon	faible ou inexistant
6. Expérience avec les partenaires financiers (fréquence et feuille de route) Voir remarque 2	très bon	assez bon	faible ou inexistant
7. Expérience avec le personnel-clé (fréquence et feuille de route) Voir remarque 3	très bon	assez bon	faible ou inexistant
8. Complexité du scénario, des décors et du tournage. Par exemple : i. effets spéciaux innovateurs et élaborés (effets spéciaux), ou des images générées par ordinateur (CGI). ii. décor d'époque avec éléments de design élaborés iii. enfants ou animaux à l'écran, jeux d'eau, etc.	simple	moyen	complexe
9. Format	série	émission unique	téléfilm/projet pilote
10. Nombre de coproducteurs	un seul	multiple	international
11. Investissement du producteur, différés et avances de distribution d'un apparenté	moins de 5% du budget canadien	5%-10 % du budget canadien	plus de 10 % du budget canadien
12. Expérience des livraisons complexes : à plusieurs entreprises, à des entreprises étrangères, avec un liste considérable de matériel de livraison	considérable	modérée	aucune

Remarque 2: Les institutions financières ont-elles déjà participé au financement de productions? Y a-t-il eu des problèmes dans le cadre de ces productions antérieures?

Remarque 3: Qui sont les membres du personnel-clé? Les productions antérieures ont-elles été livrées à temps et selon le devis prévu, avec un dépassement budgétaire d'au plus 5%, le cas échéant?

4. Retenue de garantie, entiercement (dépôt auprès d'un tiers) et marge de crédit au lieu d'une garanti d'achèvement

S'il n'y a pas d'institution prêteuse ou si l'institution prêteuse n'a pas inclus les dispositions requises dans son projet de garantie d'achèvement, le FCT ou le FLMC détermineront alors le niveau de protection d'achèvement le plus approprié pour le projet.

5. Prévision pour imprévus au devis

Dans le cas d'une production dans laquelle la participation financière du FCT ou du FLMC est inférieure à 250 000 \$, le FCT s'attend à ce que le producteur prévoie au devis un montant suffisant pour les imprévus. Pour les productions dans le cadre desquelles l'institution bancaire a stipulé des exigences quant à la protection d'achèvement ou lorsqu'une garantie d'achèvement est en place, le FCT ou le FLMC acceptera le montant qu'exige l'institution prêteuse ou le garant d'achèvement pour les imprévus. Pour les autres projets, un minimum d'au moins 6% des sections B + C du budget sera exigé au poste budgétaire des imprévus.

6. Garantie d'achèvement avec option de rabais

Le Producteur ne doit pas accepter ni offrir de rabais dans le cadre de la garantie d'achèvement sans avoir obtenu l'accord préalable du FCT ou du FLMC. Si toutefois le producteur reçoit un rabais du garant d'achèvement parce qu'il n'a pas fait appel à la garantie d'achèvement, ce rabais doit d'abord servir à payer les coûts prévus au devis ainsi que les dépassements budgétaires. Tout solde restant après le paiement des coûts de production prévus au devis et du dépassement budgétaire peut alors être versé au producteur à titre de prime de performance.

| 43

7. Le FCT et le FLMC (Téléfilm Canada) doivent toujours être nommés bénéficiaires d'une garantie d'achèvement

Le FCT et le FLMC (Téléfilm Canada) doivent toujours être nommés bénéficiaires d'une garantie d'achèvement émise pour une production dans laquelle le FCT ou le FLMC est investisseur, et ce, même si le FCT ou le FLMC n'a pas exigé cette garantie d'achèvement.

Politique d'assurance de production

| 44

EN VIGUEUR À COMPTER DU 1^{ER} AVRIL 2006

Cette Politique d'affaires s'applique aux volets suivants :

Enveloppes de rendement des télédiffuseurs	Projets en langue française à l'extérieur du Québec	Projets en langues autochtones	Aide au développement	Aide au doublage et au sous-titrage
■	◆	◆	-	-

Conformément aux normes de l'industrie de la télévision et aux exigences suivantes, le Requérant doit souscrire aux polices d'assurance ci-dessous.

- a) **Assurance responsabilité civile tous risques** – Le certificat doit désigner comme assurés additionnels le FCT et Téléfilm Canada ainsi que leurs administrateurs, directeurs, agents et employés.
- b) **Assurance globale des producteurs** – Le certificat doit désigner le FCT comme bénéficiaire
- c) **Assurance erreurs et omissions** – Le certificat doit désigner comme assurés additionnels le FCT et Téléfilm Canada ainsi que leurs administrateurs, directeurs, agents et employés. Cette garantie de premier rang n'est pas complémentaire et ne contribue pas à une police de ce genre souscrite par le FCT et/ou Téléfilm Canada. La police ne doit comprendre aucune exclusion, limite de couverture ou franchise supérieure à 10 000 \$.

La police doit être en vigueur à la date de première diffusion ou à la date de toute exploitation antérieure de l'Émission. Nonobstant ce qui précède, dans l'éventualité où un autre financier ou télédiffuseur demanderait que la police erreurs et omissions entre en vigueur avant la date de première diffusion ou toute autre exploitation, le FCT et Téléfilm Canada doivent être désignés comme assurés additionnels dès le début de la protection.

Dans tous les cas, le certificat doit être remis au FCT à la première des deux dates suivantes : à la livraison de l'Émission complète au télédiffuseur ou dix (10) jours avant la première télé diffusion de l'Émission.

| 45

Toutes les polices ci-dessus doivent prévoir un avis de trente (30) jours au FCT en cas d'annulation ou de changement important de protection et offrir la protection, les conditions et les limites généralement applicables aux productions télévisuelles du genre.

Politique de récupération normalisée

| 46

**EN VIGUEUR À COMPTER DU 1^{ER} AVRIL 2009
MISE À JOUR EN JUILLET 2009**

Cette Politique d'affaires s'applique aux volets suivants :

Enveloppes de rendement des télédiffuseurs	Projets en langue française à l'extérieur du Québec	Projets en langues autochtones	Aide au développement	Aide au doublage et au sous-titrage
			-	-

Politique de récupération normalisée

Les producteurs qui soumettent une demande de participation au capital (c'est-à-dire la portion excédentaire au supplément des droits de diffusion) doivent permettre au FCT de récupérer son investissement d'une façon qui n'est pas moins avantageuse qu'au pro rata et qu'à parts égales avec tous les autres partenaires financiers (voir définition ci-dessous). Si une entente préférentielle de récupération (autre que celles mentionnées ci-après) est négociée par tout autre partenaire financier, le FCT exigera le droit au même traitement (prorata et parts égales).

La politique normalisée a été conçue dans le but de limiter les négociations d'ententes de récupération entre le FCT et les producteurs de manière à permettre aux parties d'économiser du temps et aux producteurs d'assurer la prévisibilité des structures de récupération préautorisées. Le FCT reconnaît que dans les cas de structure financière de coproductions officielles, les accords de distribution, la mise en marché et d'autres éléments varient considérablement d'un projet à l'autre. Dans de tels cas, à la seule discrétion du FCT, le FCT évaluera au cas par cas les propositions alternatives de récupération. Le FCT n'approuvera aucune entente sans qu'il soit démontré que celle-ci offre des possibilités de récupération équivalentes ou supérieures à ce qui est indiqué ci-après dans le modèle B.

Les projets sans Distributeur admissible doivent suivre la structure de récupération présentée dans le modèle A. Les projets dont le distributeur est admissible doivent se conformer à la structure de récupération présentée dans le modèle B, et ce, quel que soit le niveau de l'avance de distribution consentie.

Modèle A – Sans Distributeur admissible

FCT – Productions de langue anglaise et de langue française Territoire : le monde entier

	PRODUCTEUR (CRÉDIT D'IMPÔT PROVINCIAL)	PRODUCTEUR (CRÉDIT D'IMPÔT FÉDÉRAL)	FONDS CANADIEN DE TÉLÉVISION	AUTRES PARTENAIRES FINANCIERS ¹
Palier 1 (200 % du crédit d'impôt provincial)	100 % du crédit d'impôt provincial (représentant 50 % du total des revenus nets du palier 1)	% = crédit d'impôt exprimé en % des sources de financement récupérables multiplié par 50 %	% = investissement en capital du FCT exprimé en % des sources de financement récupérables détenu par le FCT multiplié par 50 %	% = participation financière exprimée en % des sources de financement récupérables multiplié par 50 %
Palier 2 (solde du financement récupérable)	% = 0	Solde du crédit d'impôt fédéral	Solde de l'investissement du FCT	Solde des investissements des autres partenaires financiers

¹ Les « Autres partenaires financiers » incluent, mais sans s'y limiter : les investissements du télédiffuseur, les honoraires différés du producteur, les investissements de fonds privés et d'agences provinciales, les différés des services techniques et créatifs (qu'ils soient des parties liées ou non) et toute autre forme de participation d'un producteur qui est directement ou indirectement financée par les honoraires du producteur ou les frais d'administration.

Modèle B – Avec Distributeur admissible

L'expression « revenus nets de distribution » (définie dans l'annexe A) s'entend des revenus bruts mondiaux provenant de la vente du projet à des utilisateurs finaux, moins :

- honoraires de distribution/commissions;
- dépenses de distribution; jusqu'à concurrence de 10 %
- frais d'administration de 5 % à la société de production.

Distributeurs admissibles

Les distributeurs admissibles détiennent l'exclusivité de récupération au palier 1.

Le FCT et Autres partenaires financiers

Jusqu'à ce que les crédits d'impôt provincial soient totalement récupérés, ils seront récupérés à un taux de 50 % des revenus nets de distribution au palier 2. Les Autres partenaires financiers, exception faite des crédits d'impôt fédéral, se partageront les 50 % restants selon leur pourcentage respectif du total des sources de financement récupérables (à l'exception de l'avance de distribution et des crédits d'impôt). Les montants non récupérés au palier 2 le seront au palier 3 au pro rata et à parts égales. Les crédits d'impôt fédéral seront récupérés au palier 4.

FCT – Productions de langue anglaise et de langue française

Territoire : le monde entier

| 48

	DISTRIBUTEUR ADMISSIBLE	PRODUCTEUR (CRÉDIT D'IMPÔT)	FONDS CANADIEN DE TÉLÉVISION	AUTRES PARTENAIRES FINANCIERS
Palier 1	100% = Avance de distribution	% = 0	% = 0	% = 0
Palier 2	% = 0	100 % du crédit d'impôt provincial (représentant 50 % du total des revenus nets du palier 2)	% = investissement en capital du FCT exprimé en % des sources de financement récupérables (à l'exclusion de l'avance de distribution) multiplié par 50 % des revenus restants à ce palier	% = participation financière exprimée en % des sources de financement récupérables (à l'exclusion de l'avance de distribution et des crédits d'impôt) multiplié par 50 % des revenus restants à ce palier
Palier 3	% = 0	% = 0	Solde de l'investissement du FCT	Solde des investissements des autres partenaires financiers (à l'exception des crédits
Palier 4	% = 0	1100 % = crédits d'impôt fédéral	% = 0	% = 0

Remarque : les modalités et conditions générales présentées à l'annexe A doivent être respectées.

Au moment de déterminer la position de récupération d'un financier spécialisé, le FCT considérera le « Crédit d'anticipation » comme une avance de distribution (une garantie financière sur des revenus futurs) provenant d'un financier spécialisé. Le FCT veillera à ce que les modalités de ce Crédit d'anticipation soient conformes aux modalités et conditions générales de l'annexe A.

Dans tous les cas, les dépassements budgétaires approuvés, les installations et les différés de service (paiements différés à des laboratoires commerciaux, à des sociétés de location d'équipement et à des installations de postproduction) ne pourront être récupérés que lorsque le FCT aura récupéré.

Le FCT peut, à sa discrétion et uniquement au cas par cas, approuver les dépenses reliées au recours à un comédien vedette (lorsque des fonds supérieurs aux fonds budgétés sont requis pour obtenir la participation d'une vedette).

Participation aux profits : Le FCT continuera de percevoir une partie des revenus nets de distribution après récupération par les partenaires financiers de la totalité de leur participation conformément à la structure de récupération finale. Ainsi, le FCT recevra un montant équivalant à sa participation dans la production multipliée par les revenus nets de distribution. La participation aux profits du FCT ne pourra être calculée de façon moins favorable que pour tout autre partenaire financier et le sera avant toute déduction de la participation aux profits d'un partenaire ne détenant aucune participation dans le capital. Le FCT renoncera à 50 % de sa participation aux profits en faveur du producteur. Les Autres partenaires financiers ne sont toutefois pas tenus de céder au producteur une partie de leur participation aux profits de la production.

Annexe A

Modalités et conditions générales

1. Distributeur admissible

Seuls les distributeurs admissibles bénéficieront d'un droit de récupération préférentiel. Pour être considéré « Distributeur admissible », le distributeur doit démontrer à la satisfaction du FCT :

- que son niveau d'expérience et d'expertise est garant de sa capacité de distribuer la production télévisuelle canadienne concernée;
- que son volume et son plan d'affaires sont un gage de la viabilité financière future de l'entreprise;
- qu'il participe de façon régulière aux marchés internationaux de télévision pertinents;
- qu'il a déjà distribué des productions de nature et d'envergure semblables; et
- dans le cas de productions devant être distribuées au Canada ou, encore, au Canada et à l'étranger, que sa société de distribution est sous contrôle canadien au sens de la *Loi sur l'investissement Canada*, telle que modifiée de temps à autre.

Pour toute question concernant cette procédure, le producteur doit s'adresser au bureau de Téléfilm Canada de sa région pour obtenir de plus amples renseignements.

Les droits de distribution internationaux doivent être offerts en premier lieu à des sociétés canadiennes de ventes à l'étranger dûment qualifiées. Lorsque des offres comparables sont faites par des sociétés canadiennes et non canadiennes, le FCT s'assurera que la priorité est accordée aux sociétés canadiennes de ventes à l'étranger.

Le FCT peut considérer comme un Distributeur admissible ou comme un financier spécialiste des crédits d'anticipation, un organisme, une société d'État, un télédiffuseur ou autre entité dont le financement est assuré principalement par un gouvernement provincial ou fédéral (comme, par exemple, l'Office national du film du Canada ou CBC International Sales). Ce type de Distributeur admissible public peut récupérer son avance de distribution, percevoir des droits/commissions et obtenir un remboursement de ses dépenses conformément à ce qui est prévu ci-dessous pour les Distributeurs admissibles. Le FCT exercera un suivi de l'application de cette politique afin de s'assurer que les distributeurs du secteur privé ne sont pas lésés. Le FCT pourra, à sa discrétion, appliquer un modèle de récupération moins généreux pour les Distributeurs admissibles obtenant un financement lorsque les avances de distribution sont majorées au détriment des niveaux historiques des droits de diffusion et des investissements en capital provenant de ces mêmes organismes.

2. Distributeurs admissibles affiliés à un télédiffuseur

Un Distributeur admissible affilié à un télédiffuseur (public ou privé) peut distribuer une production dans laquelle le FCT a investi dans la mesure où les exigences et les balises qui s'appliquent sont respectées. Ces balises visent à protéger les producteurs et les sociétés de distribution contre toute pratique déloyale lorsque le télédiffuseur « déclencheur » serait affilié à une société de distribution admissible. Aux fins de l'application de cette politique, le FCT utilise la définition du mot « affilié » au sens du mot « groupe » tel que défini dans la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*.

BALISES :

Le processus de négociation des droits de distribution doit être mené séparément du processus de négociation d'une licence de télédiffusion. Il doit s'écouler un délai de deux semaines entre le moment où le producteur et le télédiffuseur ont conclu une entente de diffusion préliminaire « abrégée » et le moment où le distributeur affilié à un télédiffuseur et le producteur débutent les négociations concernant la distribution.

Ce délai vise à permettre au producteur de solliciter d'autres offres de divers distributeurs. Si le producteur choisit d'accorder les droits de distribution de sa production à un autre distributeur, le télédiffuseur ne pourra pas réduire les droits de diffusion qu'il s'est engagé à verser.

Le FCT ne permet pas que la société de distribution affiliée à un télédiffuseur obtienne de l'information provenant du télédiffuseur auquel elle est affiliée qui lui procurerait un avantage anormal dans ses négociations avec le producteur.

Le FCT veillera à ce que ces balises soient suivies et interviendra au besoin comme arbitre. Ainsi, le FCT pourra recevoir des plaintes, les évaluer et imposer d'autres mesures, à sa seule discrétion.

Si le FCT arrive à la conclusion que la société de distribution affiliée à un télédiffuseur a profité d'un avantage anormal ou a usé de coercition au cours du processus de négociation décrit ci-dessus, le FCT peut disqualifier la société de distribution et la rendre non admissible pour une période de deux ans. Le FCT effectuera une vérification annuelle de sa politique afin de s'assurer que l'admissibilité accordée aux sociétés de distribution affiliées à un télédiffuseur ne nuira pas à l'industrie de la distribution dans son ensemble.

| 51

3. Honoraires du distributeur

Les honoraires de distribution ne peuvent être supérieurs aux pourcentages des revenus bruts, suivants :

- | | |
|--|---|
| • Télévision (conventionnelle, payante) | 30 % |
| • Télévision (avec syndication) | 35 % |
| • Diffusion en salles | 35 % |
| • Vidéos domestiques (location ou vente de vidéocassettes) | 30 % (ou une redevance de 20 % payable au producteur) |
| • Étranger (quel que soit le support) | 35 % |
| • Diffusion non commerciale | 50 % |
- La « diffusion non commerciale » inclut la diffusion dans des avions, bases militaires, hôtels, hôpitaux, écoles, musées, bibliothèques, etc.
 - La commission des distributeurs n'achetant que des droits non commerciaux, sans percevoir de commissions de tout autre média, sera établie en fonction du niveau historique de redevances payables au distributeur, qui est de 70 %. Dans certaines situations exceptionnelles, le FCT évaluera les demandes pour des redevances perçues sur les revenus bruts contrairement aux présentes modalités et conditions générales.

Tous les honoraires du distributeur doivent inclure les honoraires/commissions des sous-distributeurs, agents et distributeurs locaux.

Le FCT permettra aux sociétés de production non affiliées à un distributeur de percevoir 15 % des revenus de leurs ventes directes (exception faite des préventes prévues dans la structure financière de la production), et ce, quels que soient le média, la langue ou le territoire. Cette mesure s'applique également aux distributeurs non admissibles.

Les honoraires pour les ventes de droits dérivés (par ex. : produits dérivés, publication de musique, ventes de formats) doivent être négociés au cas par cas.

4. Dépenses de distribution

Les dépenses de distribution pour l'exploitation d'une production doivent avoir été réellement engagées et être vérifiables. Elles ne doivent inclure que les dépenses raisonnables jusqu'à un maximum de 10 % des recettes brutes. Les droits et les cachets de redevance habituellement prévus par les conventions collectives sont exclus de ce maximum de même que les frais de doublage et de sous-titrage engagés. Ces derniers frais sont limités aux coûts de fabrication d'une copie maîtresse d'une langue et d'une copie intermédiaire qui servira à fabriquer les copies pour la distribution.

Les dépenses de distribution peuvent excéder les recettes brutes de 10 % au cours des deux premières années de comptabilisation de la production, à la condition qu'un rapprochement des comptes soit effectué à la fin de la deuxième année (soit au quatrième semestre de comptabilisation). À la fin de cette période de deux ans, le total cumulatif des dépenses de distribution ne doit pas excéder 10 % du total des recettes brutes.

Les dépenses de distribution admissibles sont les coûts liés à la création d'une campagne de promotion, à la publicité, à la production du matériel nécessaire à la mise en marché, à l'impression, à la fabrication de copies pour la distribution et autres coûts liés. Ces derniers coûts incluent l'emballage, le transport, l'assurance, les tarifs douaniers, les taxes sur les produits importés, les frais de certification par le bureau de censure ainsi que les droits d'inscription et de participation aux festivals et aux marchés (par ex. : les prix Gémeaux), incluant les frais de déplacement et d'hébergement des acteurs et des réalisateurs. Les frais de distribution doivent être nets de toute aide financière non remboursable que le distributeur a obtenue de Téléfilm Canada, du FCT ou de toute autre source.

| 52

Les dépenses pour les ventes de droits dérivés (par ex. : produits dérivés, publication de musique, ventes de formats) doivent être négociées au cas par cas.

Tous les coûts (autres que les coûts pour les ventes de droits dérivés) qui ne sont pas spécifiquement indiqués ci-dessus sont des dépenses de distribution non admissibles. Elles comprennent, entre autres, les frais de déplacement et d'hébergement des producteurs, des distributeurs et de leurs employés.

Le FCT permettra aux sociétés de production non affiliées à une entreprise de distribution de déduire les dépenses encourues des recettes de leurs ventes directes de la même manière que les distributeurs.

5. Frais de recouvrement

Les sociétés de production peuvent percevoir 5 % des revenus nets de distribution, payables au FCT, déduction faite des honoraires et des dépenses admissibles. Ce 5 % constitue une compensation pour les frais d'administration reliés à la collecte, à la comptabilité et la remise des revenus de distribution et des redevances de retransmission.

6. Autres exigences

1.1 Les retenues d'impôts doivent être incluses dans les revenus bruts du distributeur pour la période où elles ont été perçues par le distributeur (par ex. : un distributeur ne peut calculer les honoraires, les commissions et les dépenses que sur les revenus bruts qui lui ont été versés et non sur les montants retenus à la source par les instances gouvernementales). Autrement dit, les retenues d'impôt ne sont pas considérées comme des dépenses de distribution.

1.2 La part du FCT sur les redevances de retransmission télévisée et musicales (par ex. : les redevances versées à la SOCAN) doit être versée directement au FCT sans aucune déduction. Il incombe aux producteurs de percevoir et de redistribuer les redevances de retransmission et les droits musicaux aux différents investisseurs.

1.3 La récupération croisée des revenus perçus et des dépenses engagées en Amérique du Nord avec les revenus et les dépenses d'autres territoires n'est pas autorisée.

1.4 La récupération croisée des revenus perçus et des dépenses engagées pour certains titres avec les revenus et les dépenses d'autres titres du distributeur n'est pas autorisée.

1.5 Les honoraires d'intermédiaire pour l'organisation du financement ou pour l'exploitation commerciale de la production (y compris pour les frais excessifs de crédit d'anticipation doivent être inclus dans le calcul des honoraires du producteur et des frais d'administration. Les honoraires payables aux partenaires financiers relativement à des responsabilités qui sont habituellement dévolues au producteur (y compris télédiffuseur, distributeurs et agences) devraient être inclus dans le plafond ou, encore, réduits des montants récupérables par lesdits partenaires financiers.

1.6 Une production peut faire partie d'une offre groupée si :

- A. le distributeur a fait tous les efforts possibles pour vendre la production séparément de manière à en maximiser les revenus;
- B. la répartition des revenus et des dépenses entre les productions comprises dans l'offre groupée est juste et raisonnable; et
- C. les rapports de distribution font état (au moyen de notes) de toute vente groupée et comprennent l'état des revenus et des dépenses spécifiques à la production.

1.7 Les distributeurs doivent tenir leur comptabilité conformément aux principes comptables généralement reconnus. Le FCT se réserve le droit inconditionnel, sans limitation de temps, de vérifier les livres comptables d'un distributeur pour une production.

1.8 Aucune disposition ne doit limiter le droit du producteur de contester les rapports sur les revenus d'une production.

1.9 Le producteur doit aussi prévoir dans son devis de production les ressources requises pour acheter les droits d'exploitation, à perpétuité pour le Canada et pour au moins cinq années dans le reste du monde. À moins d'avoir obtenu l'approbation du FCT, les droits d'exploitation doivent être obtenus pour tous les éléments de la production, dont la musique, le métrage d'archives, les vedettes, les scénaristes, etc. Les droits d'exploitation doivent être acquis pour une période d'au moins cinq ans pour tous les territoires dans lesquels des préventes ont été effectuées ou pour lesquels un distributeur a acquis les droits d'exploitation. Le coût d'achat de droits d'exploitation pour une période prolongée n'est pas inclus dans le calcul du plafond des dépenses de distribution.

- 1.10** L'état des revenus doit être soumis à Téléfilm Canada pour le FCT sur une base semestrielle.
- 1.11** Les ententes de distribution doivent prévoir une disposition permettant au producteur de récupérer les droits de distribution d'une production en cas de faillite ou d'insolvabilité du distributeur.
- 1.12** Toutes les ententes de distribution conclues avec un producteur ne peuvent être reconduites qu'avec l'approbation écrite du producteur et du distributeur.
- 1.13** Les ententes de distribution doivent inclure une disposition selon laquelle toutes les dépenses déduites sont nettes de toute aide financière non récupérable que le distributeur a reçue du FCT ou de toute autre source.

Traitement des crédits d'impôt

| 55

EN VIGUEUR À COMPTER DU 1^{ER} AVRIL 2009

Cette Politique d'affaires s'applique aux volets suivants :

Enveloppes de rendement des télédiffuseurs	Projets en langue française à l'extérieur du Québec	Projets en langues autochtones	Aide au développement	Aide au doublage et au sous-titrage
□	◊	◆	-	-

Volet des Enveloppes de rendement des télédiffuseurs

Il n'est pas obligatoire d'inclure les crédits d'impôt fédéral et provinciaux dans la structure financière des projets appuyés par le Fonds canadien de télévision (FCT) au moyen de suppléments de droits de diffusion ou d'une combinaison de suppléments de droits de diffusion et de participation au capital. D'une façon générale, les éléments de la structure financière, y compris le niveau d'inclusion des crédits d'impôt fédéral et provinciaux, seront déterminés par le marché.

Lorsque le producteur inclut les crédits d'impôt dans la structure financière, il ne peut y inclure plus de 90 % des crédits d'impôt fédéral et provinciaux estimés. Pour être autorisé à inclure un pourcentage supérieur, le producteur doit informer le FCT (a) qu'il souhaite inclure plus de 90 % des crédits d'impôt estimés dans la structure financière de sa production à défaut d'autres sources alternatives de financement ou (b) que le régime de crédit d'impôt de sa province exige l'inclusion du montant total des crédits d'impôt dans la structure financière du projet.

Le FCT exercera un suivi vigilant quant au niveau des crédits d'impôt inclus dans les structures financières des productions auxquelles il offre son soutien financier. Si le seuil de 90 % est régulièrement dépassé, le FCT évaluera s'il y a lieu de modifier ses principes directeurs pour mettre en œuvre des balises additionnelles.

Par ailleurs, si le FCT considère qu'un télédiffuseur agit de façon inéquitable envers un producteur en l'obligeant à inclure dans sa structure financière plus de 90 % des crédits d'impôt estimés, le FCT peut refuser à ce télédiffuseur l'utilisation de son enveloppe de rendement tant et aussi longtemps que la situation n'aura pas été corrigée.

| 56

Volet des Projets en langue française à l'extérieur du Québec (PLFEQ) et Volet des Projets en langues autochtones

Les projets admissibles dans ces volets devront inclure 90 % des crédits d'impôt fédéral et provinciaux estimés dans leurs structures financières.

Toutefois, l'inclusion d'un pourcentage supérieur à 90 % des crédits d'impôt fédéral et provinciaux estimés sera autorisée, si le producteur informe le FCT (a) que toutes les autres sources de financement ont été épuisées et qu'il souhaite inclure les montants additionnels des crédits d'impôt dans la structure financière du projet ou (b) que le régime de crédit d'impôt de sa province exige l'inclusion du montant total des crédits d'impôt dans la structure financière du projet.

Le FCT exercera un suivi vigilant quant au niveau des crédits d'impôt inclus dans les structures financières des projets qu'il appuie. Si le seuil de 90 % est régulièrement dépassé, le FCT évaluera s'il y a lieu de modifier ses principes directeurs pour mettre en œuvre des balises additionnelles.

Par ailleurs, si le FCT considère qu'un télédiffuseur agit de façon inéquitable envers un producteur en l'obligeant régulièrement à inclure plus de 90 % des crédits d'impôt estimés dans la structure financière des projets, le FCT peut refuser à ce télédiffuseur l'utilisation de son enveloppe de rendement tant et aussi longtemps que la situation n'aura pas été corrigée.